

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Mayotte : mépris colonial et social



- Crise économique et crise politique
- Syrie : après Bachar al-Assad
- Automobiles chinoises
- Italie : Lotta comunista
- Karl Marx, *Le Capital*

Au sommaire de ce numéro

Crise politique, crise économique et évolution réactionnaire	1
Syrie : après la chute de Bachar al-Assad	4
Mayotte : la population face au mépris colonial et social	12
Automobiles chinoises : le retour du "péril jaune"	20
Italie : l'étrange science du marxisme de Lotta comunista	27
Une rencontre des secteurs ouvriers de Lutte ouvrière et Lotta comunista Paris, 12 et 13 octobre 2024	32
Une réédition du <i>Capital</i> de Karl Marx	35

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

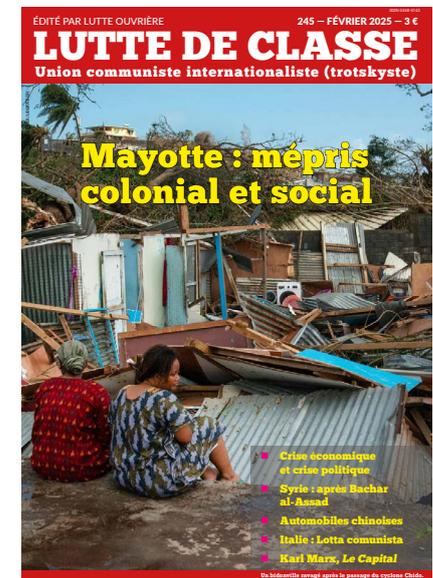
L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Crise politique, crise économique et évolution réactionnaire

En votant la motion de censure déposée par le Nouveau Front populaire, le 4 décembre dernier, les députés du Rassemblement national ont décidé de faire tomber le gouvernement Barnier, incapable de faire passer son projet de budget. Le RN a ainsi confirmé son rôle d'arbitre dans cette assemblée sans majorité. Le LR Barnier remplacé par le Modem Bayrou, autre vieux politicien blanchi sous le harnais, la crise politique se poursuit sur fond d'une avalanche de suppressions d'emplois et de fermetures d'entreprises.

La formation du gouvernement Bayrou a été à peine moins laborieuse que celle du gouvernement Barnier. Sa base parlementaire est tout aussi minoritaire et ses alliés théoriques, tout autant des adversaires en embuscade. Ce que Bayrou appelle « un collectif d'expérience », constitué de Borne, Darmanin, Valls, Retailleau, des ennemis avérés des travailleurs, est d'abord l'art d'accueillir les restes en recyclant ceux qui ont accepté, pour diverses raisons, de monter à bord d'un navire dont le naufrage est prévisible. Confronté au même défi que Barnier – faire adopter le budget 2025 sans majorité – Bayrou n'est pas assuré de tenir plus longtemps que son prédécesseur. Le 16 janvier, Bayrou a certes obtenu la neutralité provisoire des députés du PS, qui tenaient à montrer leur sens des responsabilités vis-à-vis de la bourgeoisie : à part huit d'entre eux, ils ont refusé de voter la première motion de censure déposée par le groupe LFI, alors que Bayrou n'a même pas voulu faire les petites concessions symboliques qu'ils réclamaient sur la réforme des retraites. Si le Nouveau Front populaire a volé en éclats, Bayrou reste sans majorité.



Barnier et Bayrou devant l'hôtel Matignon, le 13 décembre dernier. Ainsi font, font, font les petites marionnettes, trois petits tours et puis s'en vont...

En dissolvant l'Assemblée nationale le 9 juin, Macron n'a pas créé la crise politique mais l'a brutalement aggravée puisque les élections législatives, par le jeu des tractations et des accords entre partis, ont abouti à cette Assemblée nationale divisée en onze groupes parlementaires plus ou moins regroupés en trois blocs d'égale importance. Sous le feu des critiques venues des milieux bourgeois, le jupitérien Macron a dû reconnaître, lors de ses vœux, que « la dissolution a produit plus d'instabilité que de sérénité ».

Depuis quelque temps, le

journal *Les Échos* relaie l'agacement de grands patrons face aux annonces, plus rhétoriques que réelles, de hausses d'impôts pour les entreprises faites par Barnier quand il tentait de faire passer son budget, puis face aux incertitudes engendrées par la chute de Barnier et l'absence de budget 2025. « *C'est l'enfer d'investir en France* », a par exemple déclaré Luc Rémond, le PDG d'EDF, qui s'alarmait du nombre de projets d'investissements étrangers « mis en pause ». Alain Minc, l'une des éminences grises de la bourgeoisie française, qui a mis Macron en orbite avant 2017, l'a lâché en déclarant : « *La*

démission de Macron, ce n'est plus un tabou. Je pense qu'elle est inévitable. » Ainsi, cet appel à la démission n'est plus l'apanage de Le Pen ou de Mélenchon.

AGGRAVATION DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Pour les classes populaires, « le saut dans l'inconnu », pour reprendre la une des *Échos* au lendemain du vote de la censure, ce n'est pas l'absence de budget, c'est l'angoisse de ne plus pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles.

Les travailleurs sont confrontés à une vague de licenciements, de fermetures et de faillites d'entreprises. Cette vague touche des grands groupes richissimes qui anticipent les bouleversements dans les rapports de force entre industriels et la répartition des marchés, comme des entreprises plus petites lâchées par leurs donneurs d'ordre ou mises en faillite par une réduction de leur chiffre d'affaires. Ces suppressions d'emplois plongent des familles entières dans l'angoisse de ne pas réussir à rembourser leurs emprunts, à payer leurs factures ou les études de leurs enfants. Elles jettent de nouvelles fractions de travailleurs au chômage ou dans des emplois précaires.

Alors qu'il y a dix millions de pauvres et 300 000 sans-abri dans ce pays riche qu'est la France, alors que, cet hiver encore, les associations caritatives comme les Restos du cœur sont débordées, les pauvres et les chômeurs sont dans le collimateur de ceux qui dirigent. Symbole de cette offensive, le dernier acte du gouvernement Barnier a été de valider un accord, négocié entre le patronat et certains syndicats de salariés, qui durcit les conditions pour percevoir une indemnité chômage. Quant aux allocataires du RSA, depuis le 1^{er} janvier, ils sont contraints de justifier



Contre la fermeture de l'usine Michelin de Cholet, le 8 novembre 2024.

d'un minimum de 15 heures d'activité pour percevoir leur allocation. Pendant ce temps, en dépit des statistiques de l'Insee qui annoncent « la chute de l'inflation », le prix de produits aussi indispensables que les assurances ou les automobiles continue de s'envoler.

En raison des faillites des petites entreprises – en hausse de 20 % en 2024 par rapport à 2023 – des petits patrons, artisans ou commerçants, sont eux aussi plongés dans la gêne financière, parfois la précarité. Ils s'ajoutent à la fraction des agriculteurs, étranglés par la grande distribution et l'industrie agro-alimentaire, qui se tournent vers l'État pour exiger des mesures de soutien, des prêts à taux faibles, des baisses d'impôts tout en fustigeant la moindre aide versée à ceux qu'ils appellent les assistés. Pour ces patrons petits et moyens, l'absence de gouvernement stable empêche la validation de décisions budgétaires, de lois ou de décrets qui influent directement sur la marche de leurs affaires, comme les conditions de la reconduction de la prime Rénov' pour le secteur du bâtiment ou diverses mesures fiscales pour les agriculteurs.

Mais l'instabilité politique gêne aussi la grande bourgeoisie. Alors que la guerre économique fait rage entre les différentes puissances impérialistes pour conquérir des marchés et attirer des capitaux, le patronat

français a besoin d'un gouvernement assez fort politiquement pour mener sans entrave une politique favorable aux capitalistes : réduire leurs impôts tout en réduisant la dette publique pour rassurer les marchés financiers et éviter une envolée des taux d'intérêt des emprunts d'État, aggraver les conditions d'exploitation des travailleurs sans tergiverser, financer par de l'argent public leurs investissements privés, décider de mesures protectionnistes contre leurs concurrents.

Cette instabilité politique est d'autant plus problématique qu'elle tombe dans une période où les capitalistes européens sont confrontés à une offensive de leurs concurrents américains. Alors que ces derniers peuvent compter sur le soutien d'un État puissant – les 400 milliards de dollars du plan IRA lancé en 2022 par Biden, la volonté martelée de Trump d'imposer de forts droits de douane aux produits européens, sans parler de sa volonté d'annexer le Groenland – les capitalistes européens sont divisés entre eux et ne peuvent s'appuyer, dans chaque pays, que sur des États faibles tandis que l'Union européenne est incapable de financer les investissements lourds dont l'absence fait prendre du retard à l'Europe. Un banquier parisien résumait ainsi leur dilemme : « Il y a une sorte d'anxiété existentielle sur le sort de



Un blocage de route, en Savoie.

l'Europe chez les patrons. Le chaos politique français n'est qu'un effet d'une crise de modèle plus large. » (Les Échos du 19 décembre)

IRRESPONSABILITÉ DES POLITICIENS ET DIVERSIONS RÉACTIONNAIRES

Les chefs des partis politiques représentés au Parlement partagent tous la même volonté de servir les intérêts des capitalistes. Mais ils s'avèrent incapables de s'unir pour former une coalition gouvernementale parce qu'aucun ne veut se discréditer en quelques mois auprès de ses électeurs avant la prochaine dissolution ou la démission de Macron. Ils sont irresponsables du point de vue de la bourgeoisie. Celle-ci ne peut que le constater, impuissante, ce qui ne signifie pas qu'elle ne travaille pas à faire émerger une solution politique. Une fraction d'entre elle, incarnée par Bolloré et son empire médiatique, la recherche en poussant à l'union des droites et de l'extrême droite, dont la politique et la propagande sont à l'unisson depuis belle lurette.

Même s'il a été maintenu dans l'opposition par le front républicain, et surtout par les désistements des candidats du

NFP au profit des macronistes et des LR, le RN est le grand gagnant de la dissolution. En votant la censure, il a montré ses muscles sans perdre son image de parti responsable. Les idées du RN, son obsession contre les immigrés en particulier quand ils sont musulmans, ses discours sécuritaires, sa remise en cause du droit du sol et même certains aspects de la préférence nationale, sont repris par les ministres les plus en vue du gouvernement Bayrou.

Le très catholique Retailleau a conservé son poste au ministère de l'Intérieur. Ses premiers mots devant les ravages du cyclone Chido ont été : « *Il faudra légiférer pour qu'à Mayotte, comme partout sur le territoire national, la France reprenne le contrôle de son immigration* », remettant ainsi sur la table sa volonté de faire voter une énième loi sur le sujet. Pour flatter les milieux qui n'ont toujours pas digéré l'indépendance de l'Algérie, Retailleau alimente une crise diplomatique avec ce pays sous prétexte que celui-ci refuse de reprendre un influenceur expulsé par la France. Darmanin a repris du service au ministère de la Justice. Celui qui déclarait, en novembre dernier, après le lourd réquisitoire dans le procès des assistants des députés européens du RN : « *Il serait profondément choquant que Marine Le Pen ne puisse pas se présenter*

à la présidentielle » ne pourra peut-être pas peser sur la décision du juge... mais il pourra poursuivre au ministère de la Justice les diatribes qu'il développait il y a peu à l'Intérieur contre le laxisme envers la délinquance. Quant à Valls, sorti du placard pour occuper le ministère des Outre-mer, il défendait déjà la déchéance de la nationalité quand il était ministre de Hollande. Ces ministres et quelques autres pourraient sans se renier appartenir à un gouvernement Le Pen-Bardella.

Incapable de lutter contre les maux qui frappent les classes populaires et une fraction de la petite bourgeoisie, ou plutôt contraint de les aggraver pour servir la grande bourgeoisie, ce gouvernement va continuer à taper sur le même clou : accuser de tous les problèmes les immigrés, les étrangers, les chômeurs, les jeunes des quartiers. Ce faisant, il déroulera le tapis rouge au Rassemblement national qui n'a qu'à attendre pour ramasser la mise.

Pour enrayer cet engrenage, les travailleurs ne peuvent évidemment pas compter sur les partis du NFP qui ont pavé le terrain à ces idées en désespérant les classes populaires quand ils étaient au pouvoir, qui les ont appelées à voter pour leurs pires ennemis au nom des « valeurs républicaines » et qui diffusent eux-mêmes le poison du nationalisme et du souverainisme. Les travailleurs doivent retrouver la conscience que la société est divisée en deux classes antagonistes et pas en blocs électoraux qui défendent tous le système capitaliste. Ils doivent retrouver la conscience qu'ils font tout marcher dans la société, ce qui leur donne la force et la légitimité pour défendre leur droit à l'existence, ce qui implique de renverser la dictature des capitalistes et diriger eux-mêmes la société.

16 janvier 2025



Syrie: après la chute de Bachar al-Assad

Chassé par une offensive fulgurante d'une dizaine de jours lancée depuis le nord-ouest de la Syrie par une coalition constituée sous la direction de l'organisation islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC), Bachar al-Assad a fui Damas, la capitale, le 8 décembre. Manifestant une hypocrisie sans borne, les dirigeants occidentaux ont applaudi à la chute de « l'État de barbarie », pour reprendre la formule de Macron. En réalité, ils n'ont jamais été gênés pour s'entendre avec des dictatures aux quatre coins du monde, tout comme avec celle d'Assad qui, à sa manière, a toujours collaboré au maintien de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient, y compris en faisant régner la terreur sur son peuple.

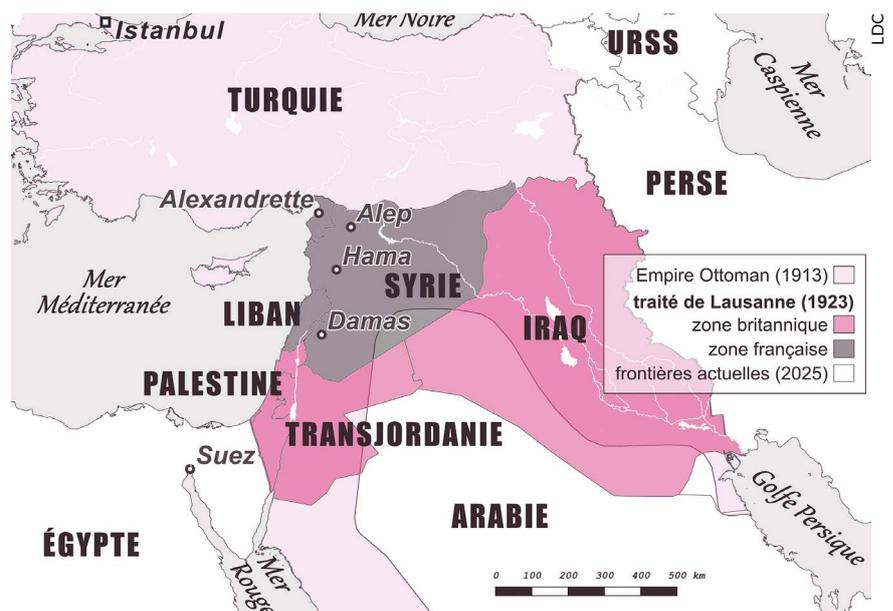
Fondé par Hafez al-Assad, père du dictateur déchu, le régime qui vient d'être renversé s'est pourtant présenté longtemps comme un champion de la lutte contre l'impérialisme. Comment est-il né et quelle était la nature de ses relations avec l'impérialisme ? Quelles perspectives s'ouvrent pour les populations de Syrie après sa chute ? Pour répondre à ces questions, il faut revenir sur la façon dont les États impérialistes ont mis la main sur le Moyen-Orient au début du 20^e siècle.

LA BALKANISATION DU MOYEN-ORIENT

Depuis plusieurs siècles, cette région était intégrée à l'Empire ottoman, constituant un vaste ensemble sans frontières intérieures, au sein duquel des populations très diverses coexistaient plus ou moins pacifiquement. Lors de la Première Guerre mondiale, les puissances coloniales française et britannique se sont entendues pour se partager les dépouilles de

ce vieil empire qui avait choisi le camp de l'Allemagne. Les accords Sykes-Picot, signés en 1916, prévoyaient que les territoires correspondant à la Syrie et au Liban actuels passeraient sous contrôle français, tandis que l'Irak et l'actuelle Jordanie reviendraient aux Britanniques, et que la Palestine serait considérée comme une zone internationale. Ces accords,

conclus dans le dos des peuples et destinés à rester secrets – ce sont les bolcheviks qui les ont rendus publics aussitôt après leur arrivée au pouvoir en octobre 1917 – ont été confirmés dans leurs grandes lignes en 1920, lors de la conférence de San Remo, une des nombreuses réunions organisées par les puissances victorieuses à l'issue du conflit.



Après la conférence de San Remo, en 1920, le démembrement de l'Empire ottoman fut acté par le traité de Sèvres puis achevé en 1923 par le traité de Lausanne.

La France et la Grande-Bretagne se firent attribuer par la Société des nations, ancêtre de l'ONU, des mandats sur ces nouveaux États, y compris la Palestine, avec pour mission de les conduire à l'indépendance quand les conditions seraient réunies, c'est-à-dire le plus tard possible ! D'ici là, ces mandats leur donnaient le droit d'y établir leur administration et d'y déployer des troupes. Pour asseoir leur domination, les puissances mandataires opposèrent les populations les unes aux autres, entraînant des affrontements sans fin. Ainsi, l'opposition suscitée par les autorités britanniques entre Juifs et Arabes en Palestine conduisit à son partage et au conflit israélo-arabe qui ensanglante encore aujourd'hui le Moyen-Orient.

LA PÉRIODE
DU MANDAT FRANÇAIS

De leur côté, les autorités françaises commencèrent par diviser le territoire sur lequel s'exerçait leur mandat en deux États : le Liban et la Syrie. Au sein de chacun d'entre eux, elles privilégièrent certaines minorités religieuses pour s'attacher des appuis. En Syrie, où la majorité de la population était constituée de musulmans sunnites, une administration autonome fut accordée pendant quelques années aux Alaouites, minorité issue de l'islam chiite, représentant moins de 10 % de la population, ainsi qu'aux Druzes, qui constituaient moins de 5 % de la population. Un autre territoire autonome, le sandjak d'Alexandrette, situé au nord, à la frontière de la

Turquie, regroupait des populations très diverses, dont une forte minorité turcophone. Illustration du mépris témoigné par les autorités françaises à l'égard des peuples, en 1939 ce territoire fut tout simplement cédé à la Turquie, dont l'impérialisme français cherchait à se ménager les bonnes grâces à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Ce rattachement entraîna l'exil d'une partie de la population, notamment de 15 000 Arméniens que la perspective de se retrouver sous administration turque inquiétait légitimement.

Les autorités françaises s'appuyèrent sur la classe des grands féodaux, qui possédaient la majorité des terres et avaient des raisons de redouter les mobilisations anticoloniales des masses de métayers des



Affiche de la Section française de l'Internationale communiste, dans les années 1920 : «Marocains, Algériens, Tunisiens, Syriens (...). Alliez-vous aux prolétaires français.»

ARC



Damas, 1940 : «La Syrie aux Syriens».

campagnes. En effet, dès 1920, des révoltes éclatèrent régulièrement dans toutes les régions, y compris dans les zones druzes que l'administration prétendait favoriser. L'armée française les réprima impitoyablement, allant jusqu'à bombarder Damas, la capitale, en 1926. Après une nouvelle vague de soulèvements en 1936, le gouvernement français fut obligé de négocier un traité reconnaissant l'indé-

pendance de la Syrie. Mais, ce faisant, le défenseur des intérêts coloniaux de la France, le gouvernement de Front populaire, refusa de le soumettre au vote de l'Assemblée nationale, et ce traité resta lettre morte. Ce n'est qu'en 1941 que cette indépendance fut reconnue par le représentant de De Gaulle, qui cherchait alors le soutien des populations soumises à la domination coloniale de la France.

En réalité, il n'avait pas renoncé à maintenir la présence de l'impérialisme français dans la région, et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, De Gaulle chercha à imposer au nouvel État syrien un traité qui l'aurait maintenu sous sa domination. Cette tentative de prolonger sous une forme déguisée le pouvoir mandataire d'avant-guerre provoqua une révolte, que les troupes françaises ne purent briser, malgré la violence de la répression et un nouveau bombardement de Damas en 1945.

Affaibli par la Deuxième Guerre mondiale, sous la pression des mobilisations populaires et des États-Unis, nouvelle puissance dominante dans la région, l'impérialisme français fut finalement contraint de mettre fin à sa présence. Les derniers soldats français évacuèrent la Syrie en avril 1946.

ARC



Des communistes libanais et syriens fêtent ensemble le 1^{er} Mai 1925, à Beyrouth.

LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN SYRIE

Dans cette région, qui connut de nombreuses révoltes, il exista très tôt un mouvement communiste qui tenta, dans ses premières années d'existence, de lier le combat contre l'impérialisme à celui des travailleurs des villes et des campagnes pour leur émancipation. La Révolution russe de 1917 avait suscité un grand enthousiasme et, en rendant publics les accords de Sykes-Picot, l'État soviétique avait acquis un grand crédit auprès de tous ceux qui voulaient s'engager dans la lutte anticoloniale.

En 1925, la fusion de groupes communistes formés dans les années précédentes donna naissance au Parti communiste de Syrie et du Liban (PCSL). En prenant ce nom, il marquait son opposition à la politique de balkanisation de l'impérialisme. Dans une plateforme adoptée lors d'un congrès commun en 1931, le PCSL et le PC de Palestine affirmèrent leur volonté de conduire leur lutte contre l'impérialisme à l'échelle de l'ensemble du monde arabe. Et le texte concluait : « *Les communistes mènent l'agitation en faveur de l'unité nationale sous la forme d'une fédération ouvrière-paysanne panarabe.* »

Malheureusement, le parti n'eut pas la possibilité de mettre en œuvre une telle politique. La stalinisation de l'Internationale communiste en fit dans les années 1930 un instrument docile de la diplomatie de la bureaucratie soviétique. Le PCSL se vit contraint d'adopter une attitude conciliatrice vis-à-vis du gouvernement de Front populaire pour préserver l'alliance franco-soviétique.

En 1947, le PC apporta son soutien à la résolution des Nations unies concernant la partition de la Palestine que l'Union soviétique avait votée. Cette po-

sition lui fit perdre une grande partie du crédit acquis dans les années précédentes grâce à l'attitude courageuse de ses militants.

DE L'INDÉPENDANCE DE LA SYRIE À L'UNIFICATION AVEC L'ÉGYPTE

Dans la Syrie nouvellement indépendante, l'armée joua très vite un rôle central. Formée par l'administration française pour réprimer les révoltes, elle se recrutait principalement au sein des minorités, en particulier les Alaouites. Son importance fut encore accrue par le fait qu'en 1948, la Syrie se retrouva engagée dans la première guerre israélo-arabe. Sa défaite mettait à jour la corruption et la faillite des partis alors au pouvoir, liés aux notables et aux différents clans de grands propriétaires terriens. S'appuyant sur le profond mécontentement populaire, les dirigeants de l'armée renversèrent le président de la République et le gouvernement sans presque rencontrer la moindre opposition. Ce coup d'État de mars 1949 fut le premier d'une longue série qui punctua régulièrement la vie

politique du pays pendant des années.

Pour trouver un soutien dans la population, les factions qui se disputaient le pouvoir se réclamaient de plus en plus des idées nationalistes panarabes qui, après la Deuxième Guerre mondiale, rencontraient un écho important dans l'ensemble du Moyen-Orient. Pour les classes populaires, ce panarabisme représentait l'espoir que la fin du mandat déboucherait vraiment sur la fin des inégalités et de l'oppression. Ce courant voulait remettre en cause les frontières héritées du colonialisme afin de desserrer l'étreinte de l'impérialisme et de permettre un véritable développement. Au sein de la petite bourgeoisie et de l'armée, le panarabisme exprimait l'aspiration à disputer aux puissances impérialistes une plus grande part des richesses produites par l'exploitation des ressources et de leur population. En outre, dans cette période de guerre froide entre les deux blocs, les dirigeants nationalistes pouvaient tenter de se soustraire à la pression des États-Unis en se tournant vers l'URSS. Ainsi, dès 1956, la Syrie bénéficia de l'aide militaire soviétique, et un premier traité commercial fut signé avec l'URSS l'année suivante.



Nasser (assis, un téléphone devant lui) avec d'autres « officiers libres », le 23 juillet 1952, lors de leur prise du pouvoir.

Le régime qui illustra le mieux cette évolution fut celui du dirigeant égyptien Gamal Abdel Nasser, arrivé au pouvoir en 1952 avec le groupe des « officiers libres », qui avait renversé la monarchie inféodée à la Grande-Bretagne. En juillet 1956, Nasser nationalisa le canal de Suez, resté jusque-là propriété d'une société privée occidentale. Il dut alors faire face à une expédition militaire franco-britannique, appuyée par des troupes israéliennes. Devant l'opposition conjointe des États-Unis et de l'Union soviétique, la France et la Grande-Bretagne durent y mettre fin.

Sorti avec succès de cette épreuve de force, Nasser en retira une immense popularité et put ainsi se poser en champion de l'unification de la nation arabe. En 1958, cherchant à bénéficier d'une partie de la popularité de Nasser, les dirigeants syriens conclurent un traité d'union avec l'Égypte, donnant naissance à la République arabe unie. Très vite, cette unification apparut comme le moyen pour l'Égypte de prendre le contrôle de l'État syrien. Cette union, conduite au seul profit de l'État égyptien, suscita une opposition de plus en plus forte au sein des couches dirigeantes syriennes. En 1961, un nouveau coup d'État rétablit l'indépendance de la Syrie.

DE LA PRISE DU POUVOIR DU BAAS À CELLE D'HAFEZ AL-ASSAD

L'échec de l'unité avec l'Égypte favorisa l'essor du Baas (régénération en arabe). Créé en 1943 au Liban, il se réclamait du panarabisme et du socialisme. Partisan de l'unité arabe, le Baas était présent dans plusieurs États du Moyen-Orient, ses deux principales branches étant en Syrie et en Irak.



Michel Aflak, en 1948, soldat volontaire sur le front palestinien contre Israël, fondateur et dirigeant du Baas.

Dans ces deux derniers pays, à partir des années 1960, des coups d'État amenèrent au pouvoir des officiers influencés par les tendances les plus « socialistes » du Baas, c'est-à-dire partisans d'une plus grande intervention de l'État dans l'économie, indispensable pour suppléer la faiblesse des couches dirigeantes et leur incapacité à développer leur pays. Mais, arrivés à la tête de la Syrie et de l'Irak, et malgré leur panarabisme proclamé, les dirigeants baassistes ne tentèrent pas d'unifier les deux pays. Ils agirent en représentants des intérêts de leurs couches dirigeantes, dont le sort et les privilèges étaient liés au maintien des frontières et de leurs propres appareils d'État.

Les deux pays connurent une évolution similaire, qui conduisit les militaires à prendre de plus en plus le contrôle du Baas, le transformant en instrument d'encadrement de la population. Et, au sein de l'armée, on assista à une concentration du pouvoir entre les mains d'un de ses dirigeants, Saddam Hussein en Irak et Hafez al-Assad en Syrie, qui instaurèrent une dictature personnelle mettant fin à l'instabilité politique chronique des années précédentes.

LA DICTATURE DU CLAN ASSAD

En novembre 1970, le ministre de la Défense, Hafez al-Assad, ne se contenta pas d'éliminer ses rivaux comme cela avait été le cas lors des précédents coups d'État. Affirmant sa volonté de mettre en œuvre ce qu'il appelait un « mouvement correctif » de la révolution, il procéda à d'importantes réorganisations institutionnelles visant à transformer le Baas en une organisation contrôlant tous les domaines de la vie sociale et culturelle. En 1972, un Front national progressiste fut créé sous son hégémonie. Pour avoir une existence légale, les partis durent intégrer cette organisation et faire ainsi allégeance au pouvoir. Hafez al-Assad, à la fois président de la République et secrétaire général du Baas, tenait entre ses mains tous les leviers du pouvoir. Mais, surtout, toutes les administrations étaient elles-mêmes placées sous la surveillance de services de sécurité intérieure, les Mukhabarat à la sinistre réputation, qui pouvaient arrêter arbitrairement, torturer et assassiner les opposants et tous ceux qui exprimaient la moindre critique.

Comme presque toutes les autres formations politiques, le Parti communiste rejoignit le Front, apportant son soutien au régime, sans pour autant être épargné par la répression. En désaccord avec ce ralliement au pouvoir, une partie de ses militants finirent par scissionner en 1976, donnant naissance à un deuxième parti communiste, contraint à la clandestinité.

En arrivant au pouvoir, Hafez al-Assad chercha à obtenir le soutien de la petite bourgeoisie qui voulait « moins de socialisme », c'est-à-dire un contrôle moins étroit de l'État, pour développer ses affaires,

avoir plus librement accès à des biens de consommations importés. Au fil des années, l'intervention de l'État dans l'économie se réduisit considérablement. Mais les sociétés privées qui se développèrent restèrent dépendantes du financement public, et surtout elles furent le plus souvent contrôlées par les clans qui dominaient l'appareil d'État, et de plus en plus par celui de la famille Assad.

LES RAPPORTS CONFLICTUELS AVEC L'IMPÉRIALISME

Sur le plan extérieur, le régime syrien continua à marquer son indépendance face à l'impérialisme. Mais il chercha aussi à rétablir des relations avec les États-Unis, compromises par la politique de rapprochement avec l'URSS mise en œuvre dans les années précédentes.

Dans le cadre des négociations qui suivirent la guerre du Kippour de 1973, qui avait opposé une nouvelle fois les États arabes à Israël, des contacts directs eurent lieu entre les diplomates syriens et Kissinger, le secrétaire d'État américain de l'époque. Celui-ci appréciait ce qu'il appelait le pragmatisme d'Hafez al-Assad, qu'il rencontra plusieurs fois et qualifia de « Bismarck du Moyen-Orient ». Ce rapprochement se manifesta par le déplacement à Damas de Nixon, alors président des États-Unis.

La guerre civile qui éclata au Liban en 1975 donna aussi à Assad l'occasion de démontrer son utilité à l'impérialisme. En 1976, l'armée syrienne intervint dans la guerre civile libanaise contre les milices palestiniennes et celles de la gauche qui semblaient en mesure de l'emporter sur l'extrême droite phalangiste.

En intervenant au Liban, où il allait maintenir des troupes



Hafez al-Assad sourit au président des États-Unis, Richard Nixon, sous le regard du secrétaire d'État, Henry Kissinger, à Damas, en 1974.

jusqu'en 2005, et en y appuyant le Hezbollah, le régime syrien voulait à la fois défendre ses propres intérêts et démontrer aux grandes puissances qu'il était indispensable pour défendre le statu quo dans la région. En 1991, lors de la première guerre du Golfe, la démonstration fut encore plus nette lorsque Assad appuya l'intervention américaine contre l'Irak, qui avait voulu mettre la main sur le Koweït.

Mais le régime syrien restait aussi capable d'affirmer son indépendance par rapport à l'impérialisme. Ainsi, en 2003, il refusa de soutenir l'invasion de l'Irak. En représailles, les États-Unis adoptèrent en mai 2004 un ensemble de sanctions économiques interdisant la majorité des exportations vers ce pays, à l'exception des aliments et des médicaments, notamment les marchandises contenant plus de 10 % de composants fabriqués aux États-Unis.

En passant par des intermédiaires, le régime syrien parvint à contourner en partie ces sanctions, mais cela enchérissait les importations. De ce fait, par exemple, le gouvernement français, qui voulait vendre des Airbus à la Syrie, fut contraint à plusieurs reprises de solliciter une autorisation spéciale auprès de l'administration américaine... sans jamais l'obtenir.

LA « POLITIQUE ARABE » DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Les gouvernements français ne ménagèrent pas leur peine pour nouer, dès qu'ils en eurent l'occasion, des relations privilégiées avec le régime syrien.

Mitterrand n'eut pas un mot pour condamner la répression que le régime exerça de février à mars 1982 contre le soulèvement de Hama, où des quartiers entiers furent rasés, faisant entre 15 000 et 25 000 morts. Au contraire, il fut le premier chef d'État français à se rendre à Damas le 21 octobre 1984. Mais il ne fut pas le dernier à prendre le chemin de la capitale syrienne.

En 2000, Chirac fut le seul chef d'État occidental à assister aux obsèques d'Hafez al-Assad. Quand son fils Bachar al-Assad lui succéda à la tête de la Syrie, Chirac lui proposa la mise en place d'un téléphone rouge, autrement dit une ligne téléphonique directe qui lui permit, paraît-il, d'appeler le dictateur syrien chaque vendredi matin. Un an après son élection, en 2008, Sarkozy invita Bachar al-Assad à assister au défilé du 14 juillet, puis, en septembre, il prit à son tour le chemin de Damas.

Cet activisme diplomatique fut payant pour plusieurs grands groupes français. Quand Bachar al-Assad voulut équiper d'un réseau GSM la Garde présiden-



Sarkozy reçoit Bachar al-Assad à l'Élysée, le 13 novembre 2009.

tielle, sa garde prétorienne, Alcatel décrocha un contrat avec la Sûreté nationale. C'est encore Alcatel qui livra un nouveau système de communication pour les avions de combat syriens. La gestion et l'agrandissement du terminal du port de Lattaquié, en juillet 2009, furent confiés au groupe marseillais CMA CGM. Et dans le secteur de l'exploitation pétrolière, qui assurait plus de la moitié des ressources budgétaires de la Syrie, on trouvait Total.

LE RÉGIME ÉBRANLÉ PAR LE «PRINTEMPS ARABE» DE 2011

Cette politique d'ouverture économique aux capitalistes occidentaux et le parasitisme de la couche dirigeante étaient payés par la population, à laquelle l'État imposait des sacrifices. Le régime, profondément corrompu et réprimant toute opposition, était de plus en plus rejeté.

À la veille du déclenchement des premières manifestations du Printemps arabe, comme dans les autres pays du Moyen-Orient et du Maghreb, la situation sociale était devenue explosive. On estime qu'en Syrie, 30 % de la population vivait alors en dessous du seuil de pauvreté et

qu'un quart était sans emploi.

En réduisant l'opposition laïque non baassiste au silence, ou en lui laissant peu de place, la dictature des Assad avait, dans la pratique, favorisé les courants intégristes musulmans. Si l'organisation islamiste des Frères musulmans avait été brisée par la répression féroce du début des années 1980, le régime avait toléré les réseaux organisés autour des mosquées, notamment les associations d'aide aux plus pauvres qui présentaient l'avantage de pallier les insuffisances de l'État en ce domaine. Aussi, quand les premières manifestations éclatèrent en février 2011, le poids des groupes islamistes devint très rapidement important.

Face à la répression très violente exercée par le pouvoir, le mouvement déboucha sur une guerre civile opposant l'armée fidèle au régime à des milices, au sein desquelles le rôle des mouvements djihadistes devint prépondérant.

Après une hésitation initiale, les grandes puissances dénoncèrent la répression du régime. Le gouvernement français dut mettre fin aux relations qui s'étaient nouées dans les années précédentes. Mais les dirigeants occidentaux, en particulier ceux de Washington, restèrent d'une

grande prudence, inquiets de l'instabilité qui pouvait résulter du renversement du régime. Leur politique consista à laisser les puissances régionales, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, intervenir en Syrie au travers de milices concurrentes.

Le chaos qui en résulta permit l'émergence de l'organisation État islamique, Daech, qui parvint à prendre le contrôle d'une partie de la Syrie, après l'avoir fait en Irak. Les États-Unis constituèrent alors une coalition militaire contre l'organisation djihadiste et, dans cette lutte, le régime syrien devint un allié de fait. Puis, tout en dénonçant l'intervention de la Russie, les dirigeants occidentaux furent en réalité soulagés de voir celle-ci lui apporter son soutien militaire à partir de 2015.

Après l'écrasement de Daech, un certain statu quo a semblé s'installer, fondé sur un équilibre des forces auquel la chute de Bachar al-Assad a mis fin. La rapidité avec laquelle le régime s'est effondré montre qu'il a été lâché par son armée, celle-ci n'ayant opposé aucune résistance à l'avancée des milices de HTC. Tous les témoignages font état de soldats épuisés, à peine nourris et sous-équipés. Les treize années de guerre ont ainsi fini par avoir raison du régime.

APRÈS LA CHUTE DE LA DICTATURE DU CLAN ASSAD

La coalition aujourd'hui au pouvoir à Damas est dirigée par la milice HTC, héritière du Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda. Soutenue par la Turquie, elle avait pu établir un pouvoir relativement stable dans la région autour d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie où les milices rebelles avaient été regroupées. Son « gouvernement du salut » a réprimé des manifestants, emprisonné des



Manifestation contre Bachar al-Assad à Binnish, près d'Idlib en Syrie, le 18 mai 2012.

opposants et instauré une police religieuse. Mais son dirigeant, le chef de HTC, Ahmed al-Charaa, qui se faisait appeler encore récemment Abou Mohammed al-Joulani, son nom de guerre de djihadiste, aurait aussi parfois modéré les ardeurs répressives des miliciens islamistes. Il a également réussi à intégrer à ses troupes une partie de celles issues de l'opposition laïque.

On sait aujourd'hui, d'après les dirigeants de HTC eux-mêmes, que leur offensive était en préparation depuis un an et que, durant cette période, ils se sont assurés la neutralité plus ou moins bienveillante des États-Unis, de l'Arabie saoudite, de la Russie et même d'Israël.

Depuis la constitution du nouveau gouvernement, la préoccupation des grandes puissances est de voir la transition politique déboucher sur la mise en place d'un État stable et fiable du point de vue de leurs intérêts. Pour montrer qu'il a changé, qu'il n'est plus un djihadiste extrémiste, al-Charaa, à la tête du nouveau pouvoir à Damas, a abandonné son nom de guerre, taillé sa barbe et remplacé sa vareuse militaire par un costume plus conforme à l'image

d'un chef d'État.

Mais si la transition politique s'est pour le moment effectuée relativement en bon ordre à Damas, rien ne dit qu'il en sera de même à l'échelle du pays, qui reste découpé en territoires administrés par des appareils politico-militaires concurrents, parrainés par des puissances régionales rivales. La Turquie intervient militairement au nord contre les Kurdes, tandis qu'Israël a mené une campagne de bombardements visant à détruire les infrastructures militaires syriennes. Ayant élargi la partie de territoire syrien qu'elle occupe à partir des hauteurs du Golan, l'armée israélienne peut facilement pénétrer plus avant. Les États-Unis eux-mêmes ont bombardé des zones de la Syrie encore contrôlées par Daech.

Les dirigeants de l'impérialisme mettent ainsi le nouveau régime sous surveillance. Ce n'est pas le sort des minorités qui les préoccupe, contrairement à ce qu'ils prétendent. Ils attendent des nouveaux maîtres de Damas qu'ils garantissent la stabilité et se montrent responsables vis-à-vis de l'ordre impérialiste dans la région. Les diplomates occidentaux préfé-

raient que le nouveau régime syrien soit plus présentable que celui des talibans en Afghanistan. Mais ils sauront certainement ne pas être trop regardants, pas plus qu'ils ne le sont vis-à-vis de la très réactionnaire monarchie saoudienne, qui emprisonne et assassine ses opposants et bafoue les droits des femmes.

La seule certitude est que les peuples n'ont rien à attendre des puissances impérialistes. Depuis qu'elles interviennent dans la région, celles-ci ont réprimé les révoltes populaires et appuyé les régimes oppresseurs qui servaient leurs intérêts. Elles ont continuellement semé la division entre les peuples, envoyé leurs armées répandre la mort et la dévastation, annulant des décennies de développement en Irak, contribuant à plonger dans le chaos tous les pays avoisinants. En Syrie, comme dans le reste du Moyen-Orient, le seul espoir peut venir des travailleurs et des exploités, et de leur lutte pour en finir avec des régimes bourgeois corrompus et avec la domination impérialiste.

15 janvier 2025



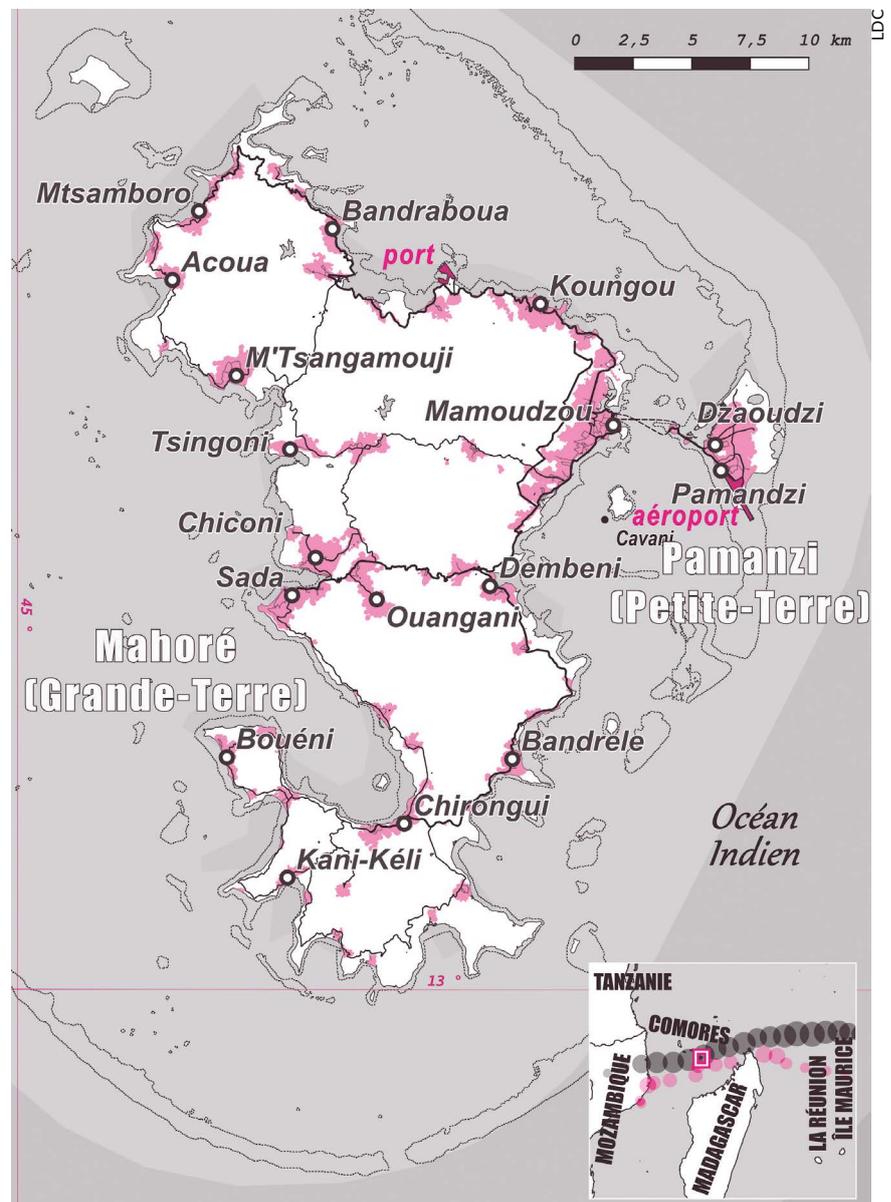
Mayotte: la population face au mépris colonial et social

Le 14 décembre 2024, l'île de Mayotte, dans l'archipel des Comores, était dévastée par le passage du cyclone Chido. En quelques heures, plus de 90% des constructions furent endommagées, et les bidonvilles qui abritaient plus de 100 000 personnes furent complètement rasés. À ce jour, le nombre officiel de morts, 39, est très en dessous du nombre réel que l'État ne se donne pas les moyens de recenser car la majorité sont des habitants des bidonvilles.

Si Chido a été particulièrement violent, avec des vents à plus de 220 km/h, le désastre vécu par les habitants est avant tout le résultat de la politique de l'État français depuis des décennies. La gestion des conséquences de la catastrophe est tout aussi révélatrice de l'incurie de cet État. Incapable de porter secours à la population, il a immédiatement tenté de détourner l'attention en faisant porter la faute sur les immigrés. Et pendant ce temps-là, les possédants, eux, tirent leur épingle du jeu.

MAYOTTE RESTE UNE COLONIE FRANÇAISE MALGRÉ LA DÉPARTEMENTALISATION

La misère et le sous-développement ne sont pas nouveaux à Mayotte. 40% de la population y vit avec moins de 160 euros par mois, les infrastructures sont toutes sous-dimensionnées, à commencer par les écoles et le seul hôpital de l'archipel. Plus d'un tiers de la population vit dans des bidonvilles. En mai 2024, une épidémie de choléra, maladie liée à l'absence d'accès à de l'eau salubre, a fait sept morts.



Mayotte. Dans l'encadré, la trajectoire de Chido est schématisée en noir et celle de Dikeledi en rouge. Source : NOAA

Mayotte fait partie de l'archipel des Comores, situé entre le Mozambique et Madagascar. Colonisée à partir de 1841 sans avoir connu le moindre développement économique, elle est restée dans le giron de la France alors que les trois autres îles ont accédé à leur indépendance en 1975. Ce qui est présenté aujourd'hui comme le résultat d'un attachement particulier des Mahorais à la France, confirmé par un vote majoritaire sur l'île en faveur du rattachement lors d'un référendum en 1974, fut en réalité le résultat de manœuvres bien orchestrées du lobby colonial au sein de l'État français, avec l'appui de notables locaux. Chirac, alors Premier ministre, décida de détacher Mayotte du reste des Comores alors que le résultat du référendum sur l'ensemble des îles était massivement favorable à l'indépendance. Pour couvrir ce choix d'un semblant de légalité, toujours contestée par l'ONU, l'État français organisa un second référendum en 1976, à Mayotte seulement. La France voulait conserver une implantation stratégique dans le canal du Mozambique, route maritime d'importance dans le contournement de l'Afrique, et permettre à l'impérialisme français de disposer d'une base militaire permanente dans cette région de l'océan Indien.

Depuis 50 ans, la France n'a cessé de renforcer la séparation créée entre Mayotte et les autres îles de l'archipel. À partir de 1995, l'instauration du visa Balladur pour entrer à Mayotte, a coupé un même peuple, habitué à circuler d'une île à l'autre, par une frontière de plus en plus surveillée. La départementalisation, effective en 2011, mais n'accordant que des droits plus restreints qu'en métropole, a encore augmenté les barrières administratives.

Même si Mayotte est très

pauvre, son PIB est neuf fois supérieur à celui de l'État des Comores né de cette séparation. Dans l'espoir d'une vie meilleure, nombre de Comoriens viennent à Mayotte, où beaucoup ont des proches mais où la France les transforme en clandestins, contraints de vivre dans des bidonvilles et de travailler pour des salaires de misère. Tout en profitant de leur misère et de leur statut de parias pour les exploiter, sans aucun contrat de travail et avec des salaires au rabais, les politiciens et les notables locaux n'ont cessé de rendre ces immigrés responsables de tous les maux de l'île.

C'est dans ce contexte que Chido s'est abattu, révélant, tel un miroir grossissant, l'abandon des plus pauvres, l'incurie de l'État, et son rôle premier, le maintien de l'ordre.

LES RACINES COLONIALES DE LA CATASTROPHE : SOUS-INVESTISSEMENT ET POLITIQUE XÉNOPHOBE

Les moyens et les décisions de l'État, déjà avant le cyclone, n'étaient pas mis au service des besoins de la population. Aucune infrastructure n'est dimensionnée pour les 320 000 habitants¹ : ni le nombre d'écoles, ni l'hôpital, ni le réseau d'eau. Et c'est encore plus frappant pour le logement. Si des quartiers entiers ont été rasés par Chido, c'est d'abord parce ce sont des bidonvilles, des assemblages de cases en tôle, construits avec les moyens du bord, ceux que l'on trouve dans tous les pays pauvres de la planète. La réalité crue est que plus de 100 000 habitants d'un département appartenant au septième pays le plus riche au monde vivaient dans des bidonvilles !

Cette situation ne s'est pas créée en quelques jours. Elle est le résultat de décennies de mé-

pris de l'État pour les pans les plus pauvres de la population, que les gouvernements soient de droite ou de gauche. Face à la pénurie de logements, la réponse n'a jamais été un programme massif de construction de HLM. Au contraire ! Un programme de construction est, par exemple, à l'arrêt depuis plus de deux ans, car l'État exige du maître d'ouvrage qu'il prenne une assurance dommages-ouvrage, qu'aucune compagnie d'assurance ne veut fournir à Mayotte. Les autorités se cachent derrière la réglementation pour ne pas financer les logements populaires.

Plutôt que de construire, elles se sont attelées à détruire des quartiers abritant des milliers de personnes, sans jamais offrir aucune solution de relogement. Depuis l'adoption de la loi Elan en 2018, ces opérations se multiplient. Elles ont été médiatisées en 2023 sous le nom de Wuambushu, mais elles existaient avant et elles continuent depuis. Ainsi, deux semaines avant le passage de Chido, la préfecture faisait raser le quartier de Mavadzani, forçant près de 4 000 personnes à reconstruire leur case, en urgence, un peu plus loin. Les autorités se vantaient d'avoir « minutieusement préparé l'opération pendant des mois ». Ce sont autant de moyens et d'énergie qui n'ont pas été mis à sécuriser ne serait-ce que les bâtiments en dur, comme les écoles ou l'hôpital, qui ont subi les ravages du cyclone. La politique antipauvres a mis en danger toute la population, avec ou sans papiers.

Pour tenter de faire oublier ce sous-investissement et détourner la colère vers des boucs émissaires, les autorités font depuis des années des immigrés les responsables des problèmes de Mayotte. Après avoir créé des étrangers et des clandestins par ses mesures adminis-

1 Selon les chiffres du recensement officiel qui tient compte des habitants sans papiers des bidonvilles mais que certains estiment minimisés ; le nombre d'habitants serait de 400 000.



La fontaine d'eau est vitale au quotidien pour les plus pauvres.

tratives, l'État leur fait la chasse à grand renfort de policiers et de gendarmes. Les rafles sont quotidiennes : les gendarmes arrêtent les gens aux fontaines à eau en contrebas des bidonvilles, sur le chemin de l'école, dans les taxis collectifs. Moins de 24 heures après, ces hommes et ces femmes sont déportés aux Comores. Les familles s'en trouvent souvent éclatées. Nombre d'enfants se retrouvent sans parents : le nombre de mineurs isolés est estimé à quelque 10 000. À l'inverse, des adolescents nés à Mayotte sont envoyés seuls à Anjouan, une île des Comores où ils ne connaissent personne. La seule possibilité pour revenir est alors de prendre une petite embarcation, en payant plusieurs centaines d'euros le passage, au risque de mourir noyé dans le bras de mer qui sépare les deux îles. Alors, dans les quartiers pauvres, beaucoup vivent dans la terreur. C'est la raison principale pour laquelle la plupart des habitants n'ont pas voulu se rendre dans les abris en dur signalés par la préfecture la veille du cyclone. Certains ont même pensé qu'il s'agissait d'une ruse pour les arrêter en masse et les déporter.

Pour décrire l'abandon de l'État, les Mahorais parlent de « l'État magnégné », ce qui si-

gnifie « au rabais ». L'absence d'anticipation du cyclone a fait éclater cette réalité au grand jour. Les consignes de la préfecture (« *il faut se confiner dans un abri en dur* ») étaient irréalisables pour bien des habitants et les 10 000 places proposées étaient bien insuffisantes. Il n'y a eu en amont aucune préparation des secours à acheminer dès la fin du cyclone, que ce soit en termes de matériel, de vivres ou d'équipes techniques (pour soigner, déblayer, réparer les réseaux d'eau, d'électricité...) alors que les ravages d'un cyclone annoncé étaient plus que prévisibles.

L'ÉTAT MAGNÉGNÉ DEVIENT L'ÉTAT FANTÔME POUR LES CLASSES POPULAIRES

Après le cyclone, la gestion défaillante a continué. Les premières distributions d'eau et de nourriture ont commencé plus de quatre jours après le cyclone, avec des rations bien insuffisantes : deux bouteilles d'eau, quatre boîtes de conserve pour un foyer à Pamandzi par exemple. Et la majorité des habitants n'avait toujours pas reçu ces rations trois semaines après le cyclone. L'eau et l'électricité n'ont été rétablies que partiel-

lement après plus de dix jours. Dans certaines régions, l'État annonce déjà qu'il faudra attendre fin janvier pour le raccordement. Quant à l'eau du robinet, limitée par une distribution tournante selon des horaires quotidiens restrictifs, elle reste, de toute façon, impropre à la consommation.

Les réseaux télécoms ont aussi été très fortement endommagés. C'est l'un des aspects les plus compliqués pour les habitants : être coupés du monde, ne pas avoir de nouvelles de leurs proches. Même si Bayrou a annoncé l'installation d'antennes pour capter le réseau des satellites Starlink – une annonce médiatisée mais sans effet pour l'immense majorité des habitants et contestée par les opérateurs eux-mêmes qui réclamaient plutôt des groupes électrogènes pour leurs propres installations – les autorités n'ont pas mis en place de réseau parallèle d'information, même pour prévenir des distributions. Les seules informations circulent par le bouche à oreille. Pendant ce temps-là, l'État se félicitait d'avoir mis en place un pont aérien, puis maritime, puis de monter un hôpital de campagne. Avec des jours de retard, cet hôpital de campagne a fini par jouer un rôle utile, soulignant par contraste la défaillance du seul hôpital permanent de Mayotte. Loin des photos de propagande du ministère de l'Intérieur, dans les quartiers populaires, aucune aide réelle n'apparaissait. Pourtant, en matière logistique, l'armée française a une certaine expertise, après avoir réalisé sa projection dans de nombreux pays.

Les habitants des bidonvilles, eux, n'ont vu aucun secours, alors qu'ils survivaient dans les décombres de leurs habitations. Un symbole de cette indifférence est l'incapacité des autorités à connaître le nombre d'habitants des bidonvilles tués ou blessés gravement lors du



Emmanuel Macron rencontre des élus locaux, à Mamoudzou, le 19 décembre. À droite, la députée Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (Liot) Estelle Youssouffa.

cyclone, à tel point que des chiffres annonçant des milliers voire des dizaines de milliers de morts ont pu être un temps avancés sans paraître farfelus. Comme dans presque toutes les catastrophes, les classes populaires n'ont pu compter que sur elles-mêmes. C'est la solidarité des voisins ou d'autres habitants qui a permis d'abriter les habitants des bidonvilles puis de porter les premiers secours, munis de quelques bouteilles de désinfectant et des pansements. Un reportage montrait ainsi un garçon de 13 ans, qui parcourait son quartier avec son professeur d'EPS pour porter secours. Des centaines d'enfants n'ont survécu que grâce aux voisins ou à leurs professeurs, qui se sont organisés pour faire des courses et pour venir prendre de leurs nouvelles. Les centres d'hébergement d'urgence, ouverts dans des écoles, ont été fermés dès le 31 décembre à Mamoudzou, poussant quelques milliers de personnes, surtout des femmes et des enfants, à la rue. Par contre un collègue hébergeant des gendarmes n'a pas été évacué, ce qui montre que derrière le prétexte de la rentrée scolaire se cache une attaque en règle contre les plus démunis.

Ce mépris de l'État a été personifié par Macron, en visite

quelques jours après Chido, qui a fait la leçon aux sinistrés. Pris à partie aux cris de « *Macron démission !* », il a laissé éclater son mépris pour les travailleurs : « *Vous êtes contents d'être en France ! Parce que si ce n'était pas la France, vous seriez 10 000 fois plus dans la merde !* » Derrière l'arrogance colonialiste, il y a le mépris d'un serviteur de la bourgeoisie pour les classes populaires en général.

FACE À LA COLÈRE, LA DÉMAGOGIE ANTI-IMMIGRÉS

Cette morgue, alors que les conditions étaient catastrophiques, a suscité une colère bien légitime. Alors même que les immigrés étaient les premières victimes du cyclone, les politiciens se sont hâtés de les désigner, une fois de plus, comme les principaux responsables du chaos. Reprenant la démagogie xénophobe attisée depuis vingt mois à travers les opérations Wuambushu et, au printemps 2024, les barrages érigés par le mouvement Forces vives, ils ont pointé du doigt les sans-papiers comoriens pour tenter de faire oublier la responsabilité des autorités.

Ainsi, le premier à se rendre sur l'île deux jours après le cy-

clone a été le réactionnaire ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau. Moins de trois jours après Chido, il écrivait sur le réseau social X : « *On ne pourra pas reconstruire Mayotte sans traiter, avec la plus grande détermination, la question migratoire. Mayotte est le symbole de la dérive que les gouvernements ont laissé s'installer sur cette question. Il faudra légiférer pour qu'à Mayotte, comme partout sur le territoire national, la France reprenne le contrôle de son immigration.* » La catastrophe était pour lui une nouvelle occasion de reprendre son obsession anti-immigrés. Deux jours plus tard, Macron, prenait le relais. Dans son interview à la télévision locale, le premier défi de la reconstruction de Mayotte qu'il a mis en avant est ainsi celui de l'immigration. Macron et Retailleau ne se distinguent en rien de Marine Le Pen, venue du 5 au 7 janvier à Mayotte pour tirer la même ficelle grossière et tenter d'en tirer un bénéfice électoral.

Ces dirigeants nationaux sont relayés par des politiciens locaux, comme la députée Estelle Youssouffa, qui a fait de cette démagogie anti-immigrés son fonds de commerce électoral. Celle qui a été élue dès le premier tour dans une des deux circonscriptions de l'île a ainsi demandé à Bayrou que les enfants étrangers ne soient plus scolarisés. Elle a affirmé à propos d'un bateau d'aide affrété par les Comores : « *Mayotte préfère la faim et la soif que d'accepter la moindre pseudo-aide des Comores.* » Et elle se sent confortée dans sa démagogie par les autorités mêmes qui ont bloqué ce bateau pendant plusieurs jours au prétexte que les denrées ne respectaient pas les normes européennes ! C'est une leçon pour tous les travailleurs : français comme étrangers, les dirigeants sont prêts à nous voir crever de faim pour leurs batailles politiciennes. Voilà où conduit la défense de la « sou-



Retailleau et autres représentants de l'appareil d'État se penchent sur Mayotte, le 16 décembre.

veraineté » nationale, chère à la gauche comme à la droite !

Un groupe appelé Collectif des citoyens de Mayotte s'est aussi illustré par sa xénophobie. Il a publié un communiqué le 28 décembre, traitant les habitants des bidonvilles de « charognards », et exigeant : « [...] la priorité des aides et des actions doit être donnée aux citoyens français de Mayotte, qui sont les grands oubliés de l'action publique de l'État français ». Ce groupe est issu de précédentes mobilisations sociales qui, parties d'une colère légitime contre la vie chère, le mépris de l'État et le sous-investissement chronique, se sont transformées en mobilisations contre les immigrés. Ses membres ont plusieurs fois bloqué l'accès à des dispensaires et au service des étrangers de la préfecture, empêchant ainsi les travailleurs immigrés de récupérer leur titre de séjour et les laissant à la merci de la PAF (Police aux frontières). Dans le contexte de l'après-cyclone, ces militants ont déjà commencé à manifester contre les plus démunis hébergés dans les centres d'urgence.

Voilà la politique défendue par ceux qui se font le plus entendre actuellement. Quant aux organisations syndicales de Mayotte, en se taisant face à

la campagne générale qui vise les immigrés, elles s'en rendent complices et laissent la voie ouverte aux réactionnaires. D'ailleurs le secrétaire général de la CGT Mayotte défendait, il y a quelques mois, les mêmes propos empoisonnés que la députée Youssoufa, accusant les Comores de pratiquer « une émigration de colonisation ». Pour des syndicalistes, revendiquer l'égalité entre tous les citoyens français, mahorais, réunionnais ou métropolitains, sans dénoncer l'exploitation éhontée de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, par des patrons locaux ou des entreprises métropolitaines, revient à diviser mortellement le monde du travail. Face au mépris sans borne

de l'État français pour les habitants du département d'outre-mer le plus pauvre, ne pas exiger que les secours et les aides soient apportés sans délai à tous les habitants et répartis sous leur propre contrôle, ne pas exiger que la construction massive de logements solides soit le préalable à toute destruction des bidonvilles, revient à dresser une fraction des exploités contre une autre, en épargnant les riches et le patronat.

L'ÉTAT CONTRE LES PLUS PAUVRES ET AU SERVICE DES EXPLOITEURS

Pour creuser le fossé entre travailleurs français et étrangers, les autorités n'en sont pas restées aux déclarations. L'État a ainsi déployé tout un arsenal de forces de répression dès les premiers jours suivant la catastrophe.

Ce qui est arrivé de manière rapide et efficace, ce sont les renforts de police, gendarmerie et de militaires pour atteindre jusqu'à 2 900 personnes. Plutôt que d'amener des médecins, Macron a envoyé les CRS. Le premier porte-conteneurs affrété depuis l'île de La Réunion apportait plusieurs tonnes de vivres... mais aussi des blindés ! Le premier représentant du gouvernement à s'être ren-



Sur place lundi 16 décembre, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, s'adresse à la compagnie de gendarmerie de Mayotte.



L'attente d'aide de l'État « magnégné » est vaine pour la plupart des habitants.

du sur place était Retailleau, ministre de l'Intérieur, pour annoncer dès le 17 décembre l'instauration d'un couvre-feu. On ne connaissait pas encore le nombre de morts, mais les autorités décrivaient déjà le risque de pillage, de violence. Voilà comment les notables et les gradés de l'appareil d'État voient les pauvres !

À grand renfort de reportages, ils ont choisi de présenter les habitants des bidonvilles comme des pilleurs. Mais dans la réalité, les travailleurs des bidonvilles n'avaient pas d'autres choix que de se débrouiller avec les matériaux qu'ils récupéraient dans les décombres pour reconstruire leurs cases. Quelques-uns ont pu se servir de tôles moins endommagées, prises sur des écoles. Le plus souvent, il s'agissait de survie. Et les vrais criminels ce sont les dirigeants d'un pays riche qui laissent les pauvres crever au milieu des cadavres et des déchets.

La misère et les inégalités ont développé, avant le cyclone, une délinquance importante, en particulier des bandes de jeunes qui s'attaquent à tout un chacun et pourrissent la vie de bien des habitants. Cela permet aux autorités d'alimenter l'amalgame « habitant des bi-

donvilles = sans-papiers = délinquant » pour mieux diviser la population. Mais en réalité, ceux qui habitent ces bidonvilles, certains français, d'autres comoriens, certains avec des papiers, d'autres qui en sont privés, sont des travailleurs : maçons, charpentiers, manœuvres dans les travaux publics, taximen, domestiques, cultivateurs, employés de la logistique... Les voyous quant à eux sont une petite minorité qui pourrissent aussi la vie de ces travailleurs. Mais les renforts de police ne permettent pas de s'en protéger : alors qu'ils étaient plus nombreux que jamais, ils n'ont pas surveillé les écoles, dont quelques-unes ont été vandalisées par ces bandes.

Pendant que les plus pauvres se faisaient traiter de pilleurs, les commerçants se livraient, eux, à du racket en règle. La grande distribution alimentaire est détenue par deux groupes : Sodifram et Hayot, qui profitaient déjà de leur situation de quasi-monopole avant Chido, pour se remplir les poches sur le dos des travailleurs. Le cyclone ne les a pas fait changer d'un iota. Ils ont même augmenté les prix des produits les plus indispensables : 8 euros pour un pack d'eau et 15 euros pour

un kilo de clous nécessaires à la reconstruction. Cette spéculation affame les plus démunis, désormais contraints d'acheter leur nourriture, alors qu'ils survivaient en cueillant des fruits sur les bananiers ou les arbres à pain ou grâce à un petit lopin de terre, ressources désormais ravagées par le cyclone. Un arrêté pour bloquer les prix a certes été établi mais n'a jamais été respecté. Et les milliers de policiers et de gendarmes présents sur l'île ne sont pas allés contrôler ces pilleurs-là, qui voient dans la calamité une opportunité d'augmenter leurs profits. Car la préoccupation de l'État n'est pas de préserver « l'intérêt général », en maintenant des prix bas, mais bien de garantir aux capitalistes qu'ils pourront continuer à s'enrichir, même en cas de catastrophe. Voilà l'ordre bourgeois que les CRS et autres gendarmes sont allés faire respecter à Mayotte.

Face à ces vautours, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. La seule façon d'éviter que les pénuries renforcent les divisions, c'est que la distribution et la répartition des vivres, des matériaux de construction, des dons envoyés par diverses associations ou organisations depuis la mé-

tropole ou La Réunion, soient placées sous le contrôle direct de la population, quartier par quartier. Organisés, les travailleurs pourraient contrôler les prix dans les magasins, voire décider de la gratuité de certains produits vitaux. Bernard Hayot, à la tête du groupe du même nom, possède une fortune de plus de 300 millions d'euros, accumulée sur les travailleurs aux Antilles, à La Réunion et à Mayotte. Il a largement de quoi fournir des bouteilles d'eau pour faire face à l'urgence. C'est encore plus éclatant pour un trust comme Total (20 milliards d'euros de profits en 2023), qui a de quoi fournir gratuitement l'essence indispensable sur cette île où tous les déplacements se font en voiture.

Pour parvenir à imposer cela, les travailleurs devront s'organiser de manière indépendante, en ayant clairement en tête qui sont leurs ennemis : ces capitalistes et l'État, incarnés par le préfet, les ministres, les députés et autres politiciens à leur service. Agir collectivement, bon nombre de travailleurs ont déjà commencé à le faire pour s'entraider. Mais, pour aller plus loin, cela suppose d'être conscients que l'appareil d'État, relayé par les maires, les imams et autres notables, défend coûte que coûte l'ordre social et sème sans cesse la division entre exploités.

« MAYOTTE DEBOUT »... EN PIÉTINANT LES CLASSES POPULAIRES

Dès la visite de Bayrou, il a été question d'un plan pour « reconstruire » Mayotte. Reconstruire est un grand mot, car la plupart des infrastructures essentielles étaient déjà défectueuses avant Chido. Mais surtout, il n'y aura pas de reconstruction permettant une vie digne à tous, tant que les maîtres de la société resteront les capitalistes.

En effet, la loi « Mayotte de-



Les profiteurs de crise : Groupe Bernard Hayot, ETPC (filiale Colas), Colas, Smae (gestion Vinci) et Tôles de Mayotte.

bout » ne fait que reconduire les injustices en les aggravant. Elle prévoit l'interdiction des bidonvilles : mesure inapplicable mais qui conduira à une chasse à l'homme encore plus féroce. Dès le 3 janvier, le préfet prenait d'ailleurs un arrêté pour réserver la vente de tôles aux entreprises et aux particuliers pouvant fournir un justificatif de domicile. Une attaque supplémentaire contre les plus démunis, auxquels l'État refuse même la possibilité de se construire un abri de fortune. Les contrôles d'identité et les expulsions ont repris à peine deux semaines après Chido. Alors que les travailleurs sans papiers sont massivement embauchés pour les travaux les plus difficiles,

comme le déblaiement des rues, ils risquent de se faire déporter en rentrant du travail.

Avec une telle politique, l'État jette de l'huile sur le feu et attise la colère de nombreux jeunes des quartiers populaires qui sont révoltés de voir leurs parents arrêtés. Mais les seuls groupes organisés dans ces quartiers sont les gangs de voyous. La politique xénophobe de l'État pourrait leur fournir de nouvelles recrues. Et leur réaction, violente, sera utilisée pour monter la part de la population un peu moins démunie contre les quartiers populaires, alimentant les préjugés anti-immigrés. C'est déjà ce qu'il s'est passé à Kaweni le 6 janvier.

Et ce n'est pas parce que la vie des plus pauvres se transfor-



Dans le village de Vahibé, à Mamoudzou, cette école élémentaire n'a pas échappé aux ravages du cyclone Chido.



À Koungou, sur la côte nord-est de Grande-Terre.

mera un peu plus en un enfer que le reste des travailleurs de l'île se portera mieux. Le plan n'annonce aucun moyen chiffré pour la réfection des infrastructures. Et il laisse évidemment la gestion des réseaux, notamment du réseau d'eau, entre les mains du trust Vinci, pourtant responsable de la pénurie d'eau récurrente. Autant dire que les promesses d'une production suffisante en eau potable sont vraiment des paroles en l'air. Quant à la reprise de l'école promise pour le 20 janvier, elle est plus que théorique pour les 117 000 enfants scolarisés, alors que plus de 40 % des bâtiments sont inutilisables. Ceux dont les familles peuvent payer le voyage pourront peut-être poursuivre leurs études en France ou à La

Réunion. Mais pour la grande majorité, alors que bien des familles n'ont toujours pas de toit, sans même parler d'électricité ou d'une connexion internet, la solution du recteur, suivre les cours en ligne au Centre national d'enseignement à distance (Cned), a de quoi mettre en colère ! Cela rappelle, en bien pire, le mépris de l'État pour les collèges et les lycées des quartiers populaires en France dont beaucoup tombent en ruine.

En revanche, l'État soigne le patronat. Ses représentants locaux ont d'ailleurs salué le plan de Bayrou. Ils ont obtenu que leurs cotisations soient suspendues jusqu'au 31 mars 2025, des aides financières allant jusqu'à 20 000 euros, et que le chômage partiel soit activé en urgence...

alors que les habitants qui ont besoin de réparer leur maison, et qui ont quelques petits moyens, devront eux rembourser des prêts garantis par l'État !

Alors, il n'y aura pas d'avenir viable pour les travailleurs de Mayotte en laissant les manettes de la reconstruction aux mains de l'État et des capitalistes, qui lorgnent déjà les marchés juteux, sans autre préoccupation que celle de faire du profit. La seule issue sera d'en finir avec leur mainmise sur toute la société. Pour cela, les travailleurs de Mayotte ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs frères de classe, aux Comores, à Madagascar, à La Réunion, en métropole et ailleurs.

12 janvier 2025



Automobiles chinoises : le retour du “péril jaune”

À la fin du 19^e siècle, il fallait craindre « le péril jaune [...] signalé de toutes parts. Les Chinois sont quatre cents millions. [...] Un beau matin, ils devaient envahir l'Europe, massacrer ses habitants et mettre fin à la civilisation occidentale »¹. À cette époque, il fallait craindre aussi la concurrence de « l'ouvrier chinois qui se contente de cinq sous »². Plus d'un siècle plus tard, ce n'est pas directement l'invasion des ouvriers chinois que la presse occidentale agite comme un épouvantail mais, après celle des panneaux solaires, celle de ses véhicules automobiles qui commencent à s'entasser dans les ports de commerce d'Europe et qui menaceraient d'une « tempête » les 14 millions d'emplois de la filière européenne.

Cette campagne nationaliste, relayée par un certain nombre de directions syndicales, a surtout permis aux gouvernements de justifier les mesures protectionnistes prises par l'Union eu-

ropéenne (UE). Derrière cette agitation, il y a la réalité d'un capitalisme où les entreprises se font une guerre féroce pour s'arracher les parts de marché, présentes et à venir, dans

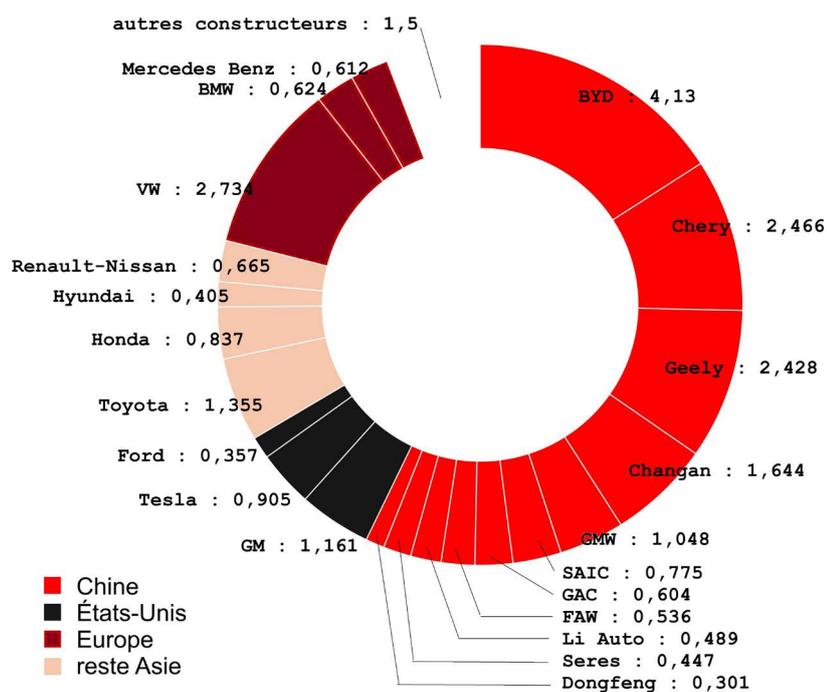
un marché saturé. Dans cette guerre, les entreprises bénéficient chacune du concours de son État national, qui lève ou abaisse les barrières douanières en fonction des intérêts de ses



Port de Qindao, dans le Shandong : des voitures à destination de l'Afrique en attente d'embarquement.

1 Novicow, Jacques. « Le péril jaune », *Revue internationale de sociologie* n° 5, mai 1897. Les extraits cités sont des poncifs de l'époque contre lesquels l'auteur s'inscrit en faux.

2 Ibid.



Ventes en millions de véhicules (berlines et SUV) en Chine en 2024, selon la nationalité du constructeur.

industriels. En Chine même, la guerre automobile fait d'autant plus rage que ce pays est l'un des rares marchés en réelle expansion. Les capitalistes de toutes les nationalités s'y battent pour y vendre les richesses qu'ils y tirent de l'exploitation de la classe ouvrière.

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EN GUERRE

En Chine, signe que le pays est encore largement un pays pauvre, le taux d'équipement des ménages en véhicule particulier est de 250 pour 1 000 habitants, alors qu'il est de 800 aux États-Unis, et de 600 à 700 en Europe. Aux États-Unis, les constructeurs vendent 16 millions de véhicules par an, dans l'Union européenne 11 millions. Du fait de son 1,4 milliard d'habitants, des 26 millions de véhicules qui y ont été vendus en 2024, la Chine est devenue le plus vaste marché au monde, un marché en progression de 17 % entre 2022 et 2024, et donc très disputé.

Il est faux de dire que les capitalistes occidentaux et japo-

nais ont été éjectés d'un marché qu'ils ont longtemps et largement dominé. Mais leurs positions relatives reculent. Ainsi, il y a 10 ans, en 2014, les marques appartenant aux capitalistes américains, japonais et européens représentaient plus de 75 % des 16 millions des seules berlines et SUV produits et vendus en Chine. Plusieurs dizaines de fabricants chinois se partageaient le quart restant. Entre 2014 et 2024, le nombre de véhicules vendus sous marque occidentale, japonaise ou coréenne a d'abord progressé puis a reculé. Il est encore de 10 millions, soit autant qu'en 2014, mais pèse désormais moins de 40 % du total. L'élargissement du marché chinois, 10 millions de véhicules supplémentaires, a été capté presque intégralement par des fabricants chinois, privés et publics, vendant des véhicules de qualité identique et bien moins chers.

Au sein du groupe des capitalistes occidentaux, japonais et coréens, les rapports de force ont aussi évolué. Ainsi les parts de marché que certains Européens ont perdues ont été gagnées en partie par Tesla, l'en-

treprise d'Elon Musk installée en Chine depuis seulement 2020, et qui produit un million de véhicules par an dans sa seule usine de Shanghai. Parmi ceux qui ont perdu, il y a l'Allemand Volkswagen (VW) dont les ventes sont passées de 4 millions de véhicules en 2019 à moins de 3 millions en 2024.

Les entreprises chinoises publiques ou privées qui ont percé sur leur marché intérieur s'appellent BYD, Chery, Geely, SAIC... BYD a vendu plus de 4 millions de berlines et de SUV en 2024, dépassant VW depuis 2023.

Globalement, l'expansion du marché a bien plus profité aux capitalistes chinois qu'aux Européens et Américains, en particulier sur les véhicules électriques. Mais les capitalistes occidentaux conservent de confortables positions. Ils pleurent... sur la part du marché qui leur échappe.

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT CHINOIS

C'est en effet sur le marché des véhicules électriques que les entreprises chinoises battent la concurrence étrangère. Mais ce n'est ni un miracle ni en raison de prétendues vertus du capitalisme. Les capitalistes chinois ont disposé d'un atout indéniable vis-à-vis de leurs concurrents, celui de construire une industrie nouvelle sans le poids d'une ancienne. Mais ce résultat aurait été impossible sans plus de 20 ans d'intervention de l'État chinois, alors que les Européens et les Américains n'ont pas, pour des raisons diverses, su ou voulu y investir.

L'industrie automobile chinoise existe depuis les années 1980, quand l'État chinois a ouvert, de façon progressive et contrôlée, son marché aux capitaux occidentaux. Cette industrie s'est ainsi développée autour des *joint-ventures* (coentreprises), forme imposée par l'État à toutes les entreprises



Station Shell de 250 bornes de recharge électrique, à Shenzhen.

étrangères, forçant celles-ci à s’associer à des entreprises publiques chinoises, comme la First Automobile Works (FAW), qui construisait à l’origine des camions, ou bien la Shanghai Automotive Industry Corporation (SAIC) contrôlée par la ville de Shanghai. Ces coentreprises ont ouvert le marché chinois aux entreprises occidentales. Dans les années 2000, celles-ci y ont multiplié les investissements et les profits au fur et à mesure du développement d’une couche de petits bourgeois et de bureaucrates plus riches que la moyenne. Les entreprises chinoises ont pris leur part de ce marché mais aussi – c’était la contrepartie de l’ouverture du marché sous contrôle étatique – elles ont appris de leurs associées occidentales le savoir-faire nécessaire au rattrapage d’un siècle de retard en matière de construction automobile et à une plus grande autonomie.

L’intervention de l’État chinois a été décisive. Dès 2001, il a lancé un projet spécial, National 863, pour les véhicules électriques. En 2009, il a lancé le projet d’application Dix villes et mille véhicules. En 2010, l’industrie des véhicules électriques était mise en avant comme l’une des sept industries stratégiques émergentes. Après 2014, les gouvernements provinciaux

comme le gouvernement central ont introduit chacun à leur niveau des plans stratégiques, des politiques de promotion, de gestion du crédit, des politiques permettant de construire les infrastructures nécessaires, de soutenir la recherche et le développement, le tout d’une manière visiblement bien plus efficace que les États européens puisque les ventes de véhicules électriques et hybrides sur le territoire chinois au premier semestre 2024 ont représenté plus de 65 % du total mondial. Malgré tous les discours des gouvernements occidentaux sur l’urgence climatique, c’est uniquement en Chine que les ventes de véhicules électriques et hybrides ont dépassé celles des voitures à moteur thermique.

Les gouvernements locaux

ont travaillé en étroite collaboration avec les entreprises privées. Par exemple, BYD s’est développé en entretenant des relations suivies avec la ville de Shenzhen, première ville au monde à électrifier complètement son parc de bus. Enfin, comme en Europe, l’achat des véhicules électriques individuels a aussi été largement subventionné par les autorités locales et par le gouvernement central : plus d’une vingtaine de villes ont proposé des subventions s’ajoutant à la subvention étatique, sur des véhicules dont le prix est inférieur d’un tiers à ceux de leurs concurrents.

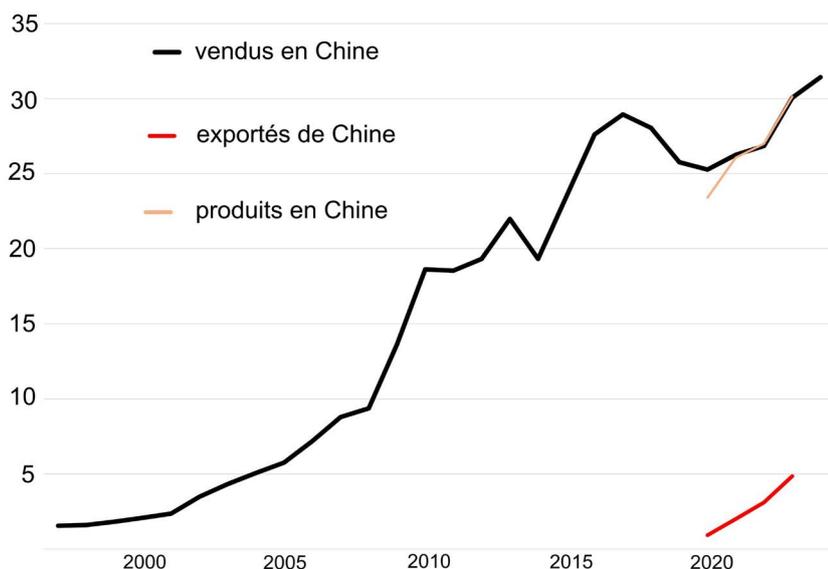
UN MARCHÉ SATURÉ

La production automobile chinoise emploie aujourd’hui de 10 à 15 millions de travailleurs répartis dans 746 sites³ (usines, bureaux, centres de recherche, sites de production de camions) appartenant à des entreprises de toutes les nationalités. Les Chinois BYD, SAIC, FAW disposent respectivement de 77, 55, 45 sites. Les Européens et Américains en ont des dizaines : Volkswagen 38, General Motors 16... De nombreux sites sont exploités en commun par plusieurs entreprises, de toutes les nationalités, pour produire des batteries, des moteurs, des



Production de véhicules Volkswagen dans une joint-venture avec le Chinois SAIC, au Xinjiang.

3 Selon le site spécialisé *marklines.com*.



Évolution du nombre de véhicules (en millions) vendus en Chine, produits en Chine et exportés de Chine.

Source : China Association of Automobile Manufacturers.

transmissions, voire assembler des véhicules, ce qui relativise à bien des égards la comptabilité « nationale » de la production automobile. En réalité, les capitalistes de toute la planète se partagent le gâteau à plusieurs niveaux. Ainsi le groupe privé chinois BYD possède une usine en commun avec l'entreprise publique chinoise FAW et un centre de recherche en commun avec Toyota. L'entreprise publique chinoise SAIC est associée à GM dans 14 sites, à VW dans 11 autres, la FAW est associée au Japonais Toyota et à VW sur plus de la moitié de ses sites, le Chinois Geely est associé à Renault-Nissan sur 9 de ses 77 sites... Les capitalistes du monde entier exploitent ensemble le prolétariat chinois et s'affrontent sur la répartition des profits.

Les capacités de production en Chine seraient aujourd'hui de 40 millions de véhicules par an, toutes catégories confondues, bien au-delà des 30 millions que le marché national absorbe. De même, à côté de quelques grands produisant chacun plusieurs millions de véhicules par an, il existe encore des dizaines de petits producteurs, qu'ils soient des tentatives de start-up ou bien

attachés à des gouvernements locaux, produisant quelques milliers ou quelques dizaines de milliers de véhicules par an. Le nombre de producteurs chinois serait de plus de 130 au total. En décembre dernier, la presse occidentale relatait la colère des salariés de Ji Yue qui ne parvenaient pas à se faire payer leurs salaires. Cette entreprise de 5 000 salariés, détenue à 65 % par Geely, ne produit que deux modèles de luxe, qui cumulaient en septembre des ventes de 9 767 unités. De telles entreprises ne font guère le poids vis-à-vis des géants du secteur. Ainsi la production de BYD, un million de salariés recensés en septembre, a atteint 4 millions de voitures en 2024. Tesla produit un million de véhicules par an sur un seul site de 20 000 travailleurs. Le secteur n'est pas encore concentré mais il en prend le chemin à grande vitesse et la classe ouvrière chinoise devra se battre pour ne pas en payer la facture.

Conséquence de la saturation des marchés, la guerre des prix que les plus grands constructeurs ont déclenchée va accélérer la concentration, les plus petits se retrouvant dans l'incapacité de suivre. Selon les données publiées par l'Asso-

ciation chinoise des voitures particulières, les prix de vente de plus de 124 modèles de véhicules électriques ont été revus à la baisse en 2023 et en 2024. La baisse moyenne au premier semestre 2024 est de 13,5 %. BYD est allé jusqu'à des remises de 20 % en février sur certains modèles, Audi de 30 %, BMW de 25 %.

LE VRAI FAUX RETOUR DU « PÉRIL JAUNE »

Autre signe de la saturation du marché chinois, les efforts des constructeurs chinois pour exporter leurs véhicules. Et les constructeurs chinois ont des atouts puisque, selon la presse spécialisée, le prix moyen des voitures électriques chinoises vendues était en 2021 de 22 100 € tandis qu'il était de 42 568 € en Europe et de 36 139 € aux États-Unis. Si le prix moyen des véhicules thermiques est similaire en Chine et aux États-Unis, entre 23 000 € et 25 000 €, il était en 2021 de plus de 32 000 € en Europe.

De fait, l'année 2023 a marqué un record dans la progression des exportations chinoises de véhicules, qui atteignent 4,4 millions d'unités (tous types, tous modèles, toutes marques, toutes nationalités confondues), 57,9 % de plus qu'en 2022. Mais ces exportations ne pèsent que 5 % du marché mondial de l'automobile, c'est-à-dire finalement peu. Pour 2024, la progression des exportations chinoises est beaucoup plus modeste, de quelques pourcents.

Les pays occidentaux ne sont pas les principaux pays destinataires de ces exportations supplémentaires. Sur les 1,7 million de véhicules supplémentaires exportés de Chine en 2023 par rapport à 2022, 100 000 sont allés au Mexique et près de la moitié, 700 000 de plus sont allés en Russie et en Biélorussie, faisant de ces

pays les principaux clients de l'industrie chinoise à l'exportation (près de 20 % du total exporté), essentiellement en véhicules thermiques. La guerre en Ukraine et le fait que la Russie et la Biélorussie soient sous embargo occidental est une opportunité pour les entreprises chinoises, et un marché perdu pour les entreprises occidentales.

L'envahissement des marchés occidentaux et américains par les véhicules chinois reste donc du domaine du fantasme et de la propagande. Le nombre de voitures exportées vers l'Union européenne et le Royaume-Uni est passé de 615 000 à 855 000 entre 2022 et 2023 soit environ au total 6,5 % du marché européen. Et sur ce chiffre, il y a un nombre significatif de véhicules fabriqués par Tesla, Dacia et autres capitalistes occidentaux implantés en Chine.

En France, les constructeurs chinois restent inconnus du grand public et ce n'est pas un hasard. En octobre dernier, la première marque chinoise pointait à la 49^e position en nombre de voitures vendues. Sur les 135 000 véhicules vendus pendant ce mois, moins de 3 000 étaient de marque chinoise, sous les labels Volvo, la marque suédoise dans laquelle Geely a investi, et MG, la marque britannique rachetée par SAIC au début des années 2000. Outre les barrières douanières, l'étroitesse du réseau de distribution et d'après-vente des constructeurs chinois constitue un frein au développement de leurs exportations en Europe.

Les véhicules exportés directement aux États-Unis étaient au nombre de 68 000 en 2023, soit 0,4 % du marché américain. Les véhicules vendus sur le sol américain produits par une entreprise chinoise étaient en nombre très réduit : 140 000 sur un total de 16 millions de véhicules vendus.

DES BARRIÈRES PROTECTIONNISTES PRÉVENTIVES

Au vu de la faible pénétration des véhicules chinois sur les marchés américain et européen, les barrières protectionnistes mises en place par les États-Unis, et par l'Union européenne en octobre dernier, n'auront qu'un faible impact dans l'immédiat sur la production automobile, qu'elle soit chinoise, européenne ou américaine. La propagande montrant les ports européens où s'entassent les véhicules chinois a en réalité d'autres objectifs : dans un premier temps de faire accepter l'augmentation de ces tarifs douaniers européens ; et d'installer dans les consciences l'idée que le secteur automobile est menacé, pour justifier auprès des travailleurs les mauvais coups à venir, et envers l'opinion publique européenne les aides publiques massives aux constructeurs. Ces aides sont conséquentes : pour les batteries électriques, la nouvelle entreprise ACC, copropriété de trusts multimilliardaires, Total, Stellantis et Mercedes, doit recevoir pour deux usines 846 millions d'aides de l'État français et 435 millions de l'État allemand, la troisième, en Italie, étant suspendue. L'État espagnol vient d'annoncer 133 millions d'euros d'aides pour la construction d'une usine près de Saragosse. La liste de ces aides est longue, elles sont censées aider les capitalistes européens à rattraper leur retard, mais leur permettent surtout d'investir pour le nouveau marché de l'électrique sans avoir à toucher à leurs trésors de guerre.

La hausse des tarifs douaniers dirigés contre les véhicules chinois n'en est pas moins réelle. Fin octobre, la Commission européenne a validé les droits de douane supplémentaires sur les véhicules

électriques, des droits qui s'ajoutent aux droits antérieurs de 10 % et qui sont modulés en fonction des constructeurs : de 7,8 % pour les véhicules Tesla fabriqués en Chine à 35,3 % pour ceux fabriqués par SAIC et d'autres, ce qui permet de continuer à favoriser les constructeurs occidentaux au détriment des Chinois. C'est le rôle de tout État bourgeois de défendre les intérêts de ses capitalistes. Le prétexte avancé par l'Union européenne est que les entreprises chinoises auraient été massivement aidées par l'État chinois. Comme toujours, c'est l'hôpital qui se moque de la charité... En septembre, l'administration de Biden a annoncé une hausse des droits de douane sur les véhicules électriques chinois de 25 % à 100 %. Trump, qui se fait le champion des tarifs douaniers face à la Chine, continuera probablement cette politique. Il a même promis d'augmenter significativement les taxes sur les importations en provenance du Mexique et du Canada, sous prétexte que les entreprises chinoises essaieraient d'utiliser ces pays pour contourner les barrières à leur encontre.

INTENSIFICATION DE LA GUERRE COMMERCIALE

Pour contourner les tarifs douaniers, les constructeurs chinois ont annoncé des investissements dans des usines à l'extérieur de la Chine. Certains voudront y voir l'expression de l'impérialisme chinois. Mais même si l'on compare les exportations de capitaux des uns et des autres – un critère qui ne suffit pas pour qualifier une puissance d'impérialiste au sens où Lénine en parlait au début du 20^e siècle –, le capitalisme chinois n'arrive pas à la cheville de ses concurrents. Ainsi, les annonces d'ouvertures d'usines en Europe sont au nombre de



La Gigafactory de Tesla à Shanghai.

deux, en Hongrie et en Espagne. D'autres producteurs n'en sont qu'aux intentions : Dongfeng en Italie, SAIC Motor dans deux pays d'Europe et en Égypte, Great Wall Motor soit en Allemagne, soit en Hongrie, soit en République tchèque. BYD a aussi annoncé une usine en Turquie afin de bénéficier des facilités douanières entre ce pays et l'Union européenne. Au total, les constructeurs chinois envisagent la construction de six ou sept sites en Europe ou à proximité, pour une production de quelques centaines de milliers de véhicules par an, à condition que tous leurs projets se réalisent effectivement. Ce chiffre est à mettre en regard des centaines de sites industriels qui existent en Europe et des 150 sites entre les mains des entreprises occidentales, japonaises et coréennes en Chine même.

Sur le marché américain, la présence chinoise reste très confidentielle. Néanmoins, BYD, MG et Chery prévoient de construire des usines de véhicules électriques au Mexique. Et BYD construit actuellement au Brésil sa plus grande usine hors

d'Asie.

Une autre manière de mener la guerre commerciale est de s'associer et de partager les bénéfices. Là, les entreprises chinoises ne sont plus les ennemis à abattre, mais des partenaires bienvenus... contre les concurrents occidentaux. Ainsi Stellantis s'est allié au chinois Leapmotor pour vendre en Europe des véhicules électriques bas de gamme. Renault et Geely ont conclu un partenariat visant à créer une coentreprise de 19 000 salariés dans 17 usines sur trois continents, dédiée à la production de moteurs thermiques et hybrides de nouvelle génération.

LE PROTECTIONNISME NE PROTÈGE PAS LES TRAVAILLEURS

La hausse des tarifs douaniers décidée par l'Union européenne en octobre dernier est vue par les différents capitalistes européens de manière bien différente, selon les positions qu'ils occupent sur la planète, selon aussi l'état d'avancement de la conversion de leurs usines à la

production de véhicules électriques. Si on ne prend que le cas des voitures électriques, il faut savoir qu'en 2020, les exportations de véhicules électriques fabriqués en Chine à destination de l'Union européenne représentaient 11 % du marché européen de l'électrique et étaient à 90 % des véhicules de l'américain Tesla sortant de sa nouvelle usine de Shanghai. En 2023, les exportations chinoises ne représentaient que 20 % du marché européen de l'électrique. Les constructeurs chinois livraient près de la moitié de ces 20%, les constructeurs occidentaux qui, comme Tesla, Dacia, BMW... produisent en Chine en livrant encore la majorité⁴.

Les ventes de véhicules électriques (20 % du marché en France et en Allemagne, 10 % aux États-Unis) semblent stagner, elles auraient même régressé, de 5,8 % en Europe sur les neuf premiers mois de l'année 2024. En réalité, le choix des constructeurs de vendre moins de véhicules mais plus chers a pour résultat l'étroitesse du marché des véhicules électriques, et les droits de douane supplémentaires vont sans doute le res-

4 <https://www.caixinglobal.com/2024-12-10/in-depth-chinas-auto-industry-reaches-turning-point-as-ev-exports-slow-102266691.html>

treindre encore. La concurrence chinoise, qui produit déjà aussi bien pour bien moins cher, risquerait de tuer cette poule aux œufs d’or. Pour maintenir leurs profits, les constructeurs européens ne peuvent pas se passer de ces droits de douane.

Démontrant que tout cela n’a que peu à voir avec le réchauffement de la planète, en France, les bonus pour l’achat de véhicules électriques viennent d’être réduits de moitié. L’État français explique cela par la nécessité de faire des économies budgétaires, mais il imagine en réalité une formule qui exclurait les concurrents de ses champions nationaux, Stellantis et Renault. En réalité, l’État français estime que les subventions à l’achat, en l’état actuel de l’avance des constructeurs chinois, ne peuvent que tomber, en partie, dans leur escarcelle, et que les consommateurs sont peu nombreux et suffisamment aisés pour payer quand même, poussés à le faire par les discours sur le climat autant que par le développement des zones à faibles émissions instaurées dans les grandes villes et autres interdictions.

En Europe, les producteurs allemands, comme VW, se sont élevés contre les droits de douane supplémentaires, comme l’avait fait Stellantis du temps de Tavares, car ils pourraient chercher à utiliser les surcapacités dont ils disposent en Chine, ou les entreprises avec qui ils se sont mis d’accord, comme Leapmotor avec Stellantis, pour importer leurs véhicules sur le marché européen.

Quoi qu’il en soit, le protectionnisme ne protège en rien les travailleurs, mais est un outil dans la guerre commerciale que

se livrent les capitalistes. Dans cette guerre, d’un côté comme de l’autre de la frontière, les travailleurs, avec leurs emplois et leurs salaires, sont toujours ceux qui meurent au champ de bataille. Pour être compétitifs, comme ils disent, les capitalistes réduisent les coûts de production, c’est-à-dire qu’ils rognent sur les salaires, aggravent les conditions de travail et suppriment des emplois. Ce qui guide les entreprises, c’est le taux des profits versés aux actionnaires, et pour qu’il soit au plus haut, les capitalistes doivent s’attaquer aux travailleurs, là où ils gagnent des parts de marché comme là où ils en perdent. Que les frontières soient plus ou moins fermées aux marchandises, les intérêts des travailleurs ne sont pas protégés, car quelles que soient les conditions dans lesquelles se font les échanges, il y a toujours une classe qui exploite, et une classe exploitée.

LE NATIONALISME SYNDICAL

En France, un certain nombre de directions syndicales ont relayé la campagne nationaliste et protectionniste contre les automobiles chinoises. Ainsi, la fédération CGT de la Métallurgie écrivait en octobre dernier : « *Derrière la Chine, qui a produit 30,1 millions de voitures en 2023, notre pays peine à retrouver son rôle dans l’industrie automobile.* » Le 30 septembre, la CGT expliquait la disparition de 114 000 emplois entre 2006 et 2021 par « *la stratégie de localisation dans les pays à bas coûts du travail* ». Le patronat, les capitalistes ne seraient donc responsables que d’une stratégie de délocalisation – qui ne

correspond pas, comme on l’a vu, exactement à la réalité –, laissant entendre qu’une autre stratégie serait possible. Pour la CGT, la bonne « stratégie » serait de « *produire au plus près de là où on vend* », un de ses slogans, et d’imposer la « *conditionnalité des aides publiques avec l’arrêt des délocalisations et l’obligation pour les entreprises aidées de maintenir l’emploi en France* ». Que des trusts, même si leur part de marché recule, fassent des milliards de profit malgré tout n’empêche pas la CGT de demander des aides, même « conditionnées ». Et sur le fond, la CGT milite pour que les trusts arrêtent de produire les Dacia, les Tesla en Chine, en Roumanie ou en Turquie, mettent les travailleurs chinois, roumains ou turcs au chômage pour espérer qu’ils embauchent en France. Un tel discours distille le poison chauvin et nationaliste, il divise les travailleurs, il est à combattre. Les emplois ne dépendent pas de la localisation des usines, mais du rapport de force entre travailleurs et capitalistes, un rapport de force qui détermine, notamment, le temps de travail, sa répartition entre travailleurs, les cadences, etc. et, en proportion inverse, les profits.

La fragmentation de l’économie mondiale sous la poussée à la hausse des droits de douane est le signe d’une crise qui s’approfondit, d’un capitalisme de plus en plus parasitaire, sénile, violent. Au-delà de la défense de leurs emplois et de leurs salaires, il faut que les travailleurs se convainquent que tant qu’ils n’auront pas pris la direction de l’ensemble de la société, ils seront ballottés de crise en crise et en guerre, économique d’abord, militaire ensuite.

8 janvier 2025



Italie: l'étrange science du marxisme de Lotta comunista

Des militants de différents secteurs d'entreprises de Lutte ouvrière et de l'organisation italienne Lotta comunista (LC) se sont rencontrés en octobre 2024. On pourra en lire dans ce numéro de Lutte de classe deux comptes rendus, contenant des appréciations pour le moins différentes faites par chacune des organisations. Cet article a, quant à lui, pour objet de revenir sur ce qui nous différencie et notamment sur des désaccords importants qui ont été en quelque sorte confirmés par la rencontre.

DES ÉCHANGES
NÉCESSAIRES

Nous ne prétendons pas être cette direction révolutionnaire qui manque cruellement aujourd'hui mais nous combattons, à notre échelle, pour que sa constitution devienne possible. Nous savons d'ailleurs que l'existence effective d'une direction révolutionnaire du prolétariat ne peut résulter d'un artifice ; elle doit devenir un fait politique, dans des conditions qu'aucune proclamation d'une organisation ou d'un regroupement international ne peut remplacer. Mais être conscient de cette situation ne doit nullement empêcher les organisations se réclamant du communisme révolutionnaire de se rencontrer et de discuter, en échangeant leurs expériences et leurs idées. Il serait d'ailleurs impossible, sans ces échanges, d'envisager la constitution d'une véritable internationale.

Notre organisation a donc toujours encouragé ses militants à confronter leurs idées et leurs pratiques à celles d'autres groupes se réclamant des idées

LDC

lotta comunista

Proletari di tutti i paesi unitevi!

organo dei gruppi leninisti della sinistra comunista

Opposizione internazionalista alla guerra d'Ucraina e alla guerra di Gaza

Dicembre 2024 - € 2,00

Anno LX - Numero 652

COSCIENZA DI CLASSE E CRISI DELL'ORDINE

La coscienza del proletariato non può essere una vera coscienza di classe se gli operai non imparano a osservare sulla base dei fatti e avvenimenti politici concreti e brucianti (attuali) ognuna delle altre classi so-

zione leninista del partito: è al cuore concettuale del "Che fare?" di Lenin e anche di "Lotte di classe e Partito rivoluzionario" di Amigo Cervetto, teorico e fondatore di Lotta Comunista. Lenin polemizza con le

strategia internazionale dell'imperialismo italiano o, per meglio dire, dalla frazione italiana dell'imperialismo mondiale. Ciò definiva un compito specifico del partito scienza nella fase imperialista; riportare la coscienza

lismo o le istanze del protezionismo. Oggi quanto minaccia di afferrare la coscienza operaia nel Vecchio Continente è l'eurocomunismo imperialista, incluso le varianti del trasformismo sovranista che vi vanno con-

la saldatura internazionalista con tutti i comparti del proletariato mondiale. Oggi significa che il leninismo europeo è alla prova della crisi dell'ordine. (segue a pag. 23)

Dans la situation actuelle, où l'exacerbation de la crise et la montée guerrière rendent d'autant plus vital le fait de préparer la classe ouvrière à jouer un rôle et à proposer ses solutions politiques pour en finir avec le capitalisme, l'existence d'une véritable direction révolutionnaire internationale serait bien sûr indispensable. Cette direction devrait s'appuyer à notre avis sur les acquis du mouvement ouvrier révolutionnaire, comme le proposait Trotsky en 1938 lors de la fondation de la 4^e Internationale et de

la rédaction du *Programme de transition*. Malheureusement, les différentes organisations qui adoptent aujourd'hui l'étiquette de 4^e Internationale sont loin de représenter la continuité de cet héritage politique. Lutte ouvrière, qui continue à s'en réclamer, ne pourrait défendre réellement ses idées dans le cadre de ces regroupements. Elle doit donc le faire de façon autonome, tout comme la tendance internationale à laquelle elle appartient, l'Union communiste internationaliste (UCI).



Rassemblement de soutien à la CGT PSA-Poissy, devant le tribunal de Bobigny, le 20 octobre 2022.

communistes révolutionnaires. Cette préoccupation s'illustre chaque année lors de la fête de Lutte ouvrière, où des groupes français et étrangers, avec lesquels nous sommes souvent en désaccord sur de nombreux points, viennent défendre leurs idées. Mais, au-delà de ces débats ponctuels, nous pensons utile et nécessaire d'avoir des échanges plus poussés avec d'autres organisations chaque fois que cela est possible. De ce point de vue, la rencontre entre militants de LO et de LC a été un fait positif, non seulement d'un point de vue théorique entre organisations qui se réclament pour l'une du trotskysme, et pour l'autre d'un léninisme teinté de bordiguisme¹, mais également du point de vue pratique. Celui-ci permet justement de juger de la façon dont se traduisent, dans l'activité militante réelle, des principes théoriques qui peuvent apparaître plus ou moins génériques ou abstraits.

QUELLE INTERVENTION DANS LES ENTREPRISES ?

Les deux organisations sont

d'accord pour constater que le principal problème posé aux militants de petits groupes qui prétendent développer une politique révolutionnaire pour le prolétariat est d'abord de s'implanter réellement dans la classe ouvrière. Mais si elles partagent la préoccupation de se tourner vers les travailleurs, ce n'est ni de la même façon ni surtout pour leur dire les mêmes choses. En réalité, selon nous, la pratique militante de Lotta comunista dans la classe ouvrière n'est pas réellement l'expression d'une politique communiste révolutionnaire, comme elle devrait l'être dans chaque situation concrète que les travailleurs ont à affronter.

Un exemple frappant en a été donné par la discussion sur l'intervention dans les syndicats. Selon ce que les camarades de Lotta comunista écrivent dans leur compte rendu de la rencontre d'octobre, les syndicats sont « *un instrument de classe où se déroule une bataille pour en prendre la direction, à travers laquelle les révolutionnaires peuvent contrer son utilisation par les bureaucraties sociales-impérialistes* ». Qualifier ainsi les

syndicats, tels qu'ils sont aujourd'hui, d'« *instrument de classe* » est une analyse pour le moins tronquée de leur nature. En particulier dans les pays impérialistes, ils sont intégrés aux mécanismes de concertation sociale et même à l'appareil d'État à un point tel qu'ils sont en fait des cogérants de l'exploitation capitaliste aux côtés du patronat.

Bien sûr, les militants révolutionnaires qui interviennent dans la classe ouvrière savent que les premiers pas des travailleurs dans la défense de leurs intérêts collectifs s'effectuent le plus souvent sur le terrain syndical. Ils savent que les travailleurs les plus combattifs se tournent généralement d'abord, dans les entreprises, vers les organisations syndicales. Cela signifie que celles-ci ont pour le moins une nature double, et que parler des syndicats en général comme d'un tout, qui serait par nature un « *instrument de classe* » – donc de la classe ouvrière – revient à refuser de voir que les directions des appareils syndicaux actuels sont en fait l'instrument de la classe bourgeoise et de sa domination.

¹ Voir les articles « Comment Lotta comunista transforme le marxisme », LDC n° 190, mars 2018 ; « Bordiguisme et trotskysme » et « Un échange de lettres entre Lutte ouvrière et Lotta comunista », LDC n° 186, septembre-octobre 2017.

LA « BATAILLE SYNDICALE »

Lotta comunista parle de la « bataille pour [...] prendre la direction » des syndicats. Mais pour les militants révolutionnaires, se porter à la tête de ces organisations qui aujourd'hui ne mènent nullement une politique révolutionnaire ne pourrait se faire que dans un tout autre contexte, où la classe ouvrière serait réellement engagée dans des luttes et où l'existence d'une base combative et consciente donnerait aux militants des moyens réels d'engager le combat contre les directions syndicales bureaucratiques. Or, les centrales syndicales actuelles de pays comme la France et l'Italie sont non seulement pleinement intégrées à la gestion du capitalisme, mais dépourvues d'une telle base, et ces deux aspects sont évidemment liés. Vouloir assumer la direction de ces syndicats, tels qu'ils sont dans la période actuelle, conduit en réalité Lotta comunista à chercher à occuper des places dans leurs différentes instances en s'adressant, sans la moindre critique, à toutes sortes de dirigeants syndicaux, dont certains sont fort éloignés d'une simple position « lutte de classe ».

Les exemples abondent dans les bulletins syndicaux que les militants de Lotta comunista éditent ou auxquels ils collaborent, en les présentant comme un moyen de s'adresser aux travailleurs de leurs entreprises, et plus généralement à tous ceux du secteur, y compris par-delà les frontières. C'est le cas du *Bulletin de coopération des ingénieurs et techniciens* des militants de Leonardo à Gênes, une entreprise de pointe du secteur de l'armement. Ce bulletin, dans sa parution de juin 2021, consiste en une série d'articles de la Fiom (fédération de la métallurgie de la CGIL, la principale centrale d'Italie, où militent les camarades de Lotta comunista) de Leonardo, mais aussi

des articles émanant de cadres de la CFE-CGC d'Airbus France. On se demande bien quel est l'intérêt de cette « confrontation d'expériences », pour un militant ouvrier voulant construire une organisation révolutionnaire, avec des dirigeants d'un syndicat qui présente ainsi ses orientations sur son site internet : « À la contestation systématique et stérile, la CFE-CGC préfère le dialogue constructif et la négociation, qui seuls permettent l'élaboration d'accords gagnant-gagnant au profit de l'ensemble des salariés. » Dans la même veine, celle-ci dit vouloir « construire l'avenir, être une force de propositions sur les questions économiques et sociales, pérenniser les relations de confiance entre salariés, entreprises et syndicats ».

Stefano Bonazzi, militant de Lotta comunista et secrétaire général de la Fiom de Gênes, répond à cette question dans l'un des articles intitulé « Le sens de notre confrontation », qui ne contient pas l'ombre d'une critique de la politique de collaboration de classe de la CFE-CGC. Tout au plus reconnaît-il une « approche très différente », mais plus liée à la nature corporatiste du syndicat de cadres qu'à sa désertion du terrain de la lutte de classe. Quant à l'intérêt qu'il trouve à cette discussion, il se résume à l'importance qu'accordent les deux syndicats à l'augmentation du nombre de « cols blancs », ingénieurs et techniciens, dans les grandes entreprises des pays développés, et qui entraîne « pour un syndicat qui ne veut pas être contraint à la marginalité, l'obligation vitale de réfléchir à comment intervenir auprès de ces travailleurs ».

Il est évidemment légitime que les révolutionnaires se posent le problème de s'adresser à des catégories de travailleurs comme les techniciens ou les ingénieurs, y compris à travers un débat avec des militants ou adhérents de la CFE-CGC, mais ce n'est pas

la même chose que de débattre avec les dirigeants de ce syndicat, qui ne leur conseilleront rien d'autre que la manière de jeter le drapeau rouge aux oubliettes et de choisir le fauteuil le plus confortable pour participer au « dialogue constructif » avec la direction !

L'exemple des bulletins où s'expriment des militants de la Fiom de Leonardo aux côtés de responsables de la CFE-CGC ou du syndicat Force ouvrière de l'entreprise Thales de Cannes est frappant. Mais les autres bulletins syndicaux, présentés par les militants de Lotta comunista comme un moyen d'intervenir parmi les travailleurs, n'apportent pas plus de réponse à ceux qui se poseraient le problème de la politique à mener contre le patronat. Ainsi, un *Bulletin international* est publié par le bureau international de la Fiom de Gênes, où des militants de Lotta comunista jouent un rôle dirigeant, en collaboration notamment avec le syndicat allemand IG Metall et avec la Coordination européenne des conseils d'usine de la sidérurgie. On trouve dans sa parution d'avril 2023 un article sur « l'acier vert » sous la plume d'un dirigeant syndical d'ArcelorMittal de Brême, en Allemagne. Il commente l'évolution vers un hypothétique « acier vert » plaçant pour que la décarbonation ne se fasse pas contre les gens mais avec eux, comme si cela pouvait être un objectif des travailleurs dans une société où la bourgeoisie est aux manettes. Et, dans un langage très proche de celui que l'on trouve dans les publications patronales, l'auteur borne les revendications syndicales à « la qualification des collègues pour de nouveaux emplois, l'utilisation de régimes de préretraite et surtout la création de nouveaux profils d'emplois ». Il ajoute que le rôle des syndicats est de « travailler sur des solutions, conscients de [leur] rôle vis-à-vis des politiques et des employeurs ».

UNE INTERVENTION POLITIQUE... APOLITIQUE

On comprend que les militants de Lotta comunista ne se contentent pas d'une telle intervention syndicale, tournée en fait vers les sommets des appareils. Un autre axe d'intervention de leur organisation est donc de chercher à attirer les travailleurs vers les cercles ouvriers qu'elle cherche à développer dans les quartiers, à l'extérieur des entreprises. Il est évidemment légitime et même indispensable pour une organisation de la classe ouvrière de chercher à recruter des travailleurs sur la base de sa politique. Cependant, s'agissant d'une organisation révolutionnaire, le recrutement d'adhérents ne peut être une fin en soi. Il n'a de sens que pour les aider à acquérir une conscience politique et à avoir une intervention militante dans la classe ouvrière, orientée vers la lutte contre la société de classe sur la base des idées communistes.

Or, dans ce domaine aussi, les différences de pratique entre nos deux organisations sont révélatrices de ce qui est, selon nous, une désertion du terrain politique par Lotta comunista. Certes, ses militants ne cachent ni leur drapeau rouge, ni leur journal qu'ils se font un point d'honneur de vendre à la porte des entreprises, journal dont les analyses sont censées convaincre les travailleurs de la juste science et stratégie du parti. Mais il ne suffit pas d'étaler une science « marxiste », même juste, devant les travailleurs pour gagner leur confiance et les convaincre d'une politique. Les analyses marxistes générales ne peuvent remplacer la dénonciation quotidienne de la politique de la bourgeoisie et de ses gouvernements telle que les travailleurs la subissent. Or, cette dénonciation est totale-

ment absente des colonnes du journal *Lotta comunista*.

Le refus de principe de ces camarades de se présenter aux élections, au nom d'un abstentionnisme « stratégique », illustre d'ailleurs la même réticence à exprimer en termes concrets une politique révolutionnaire. Il est vrai que les batailles électorales se déroulent par nature sur un terrain « *interclassiste* », selon les termes de ces camarades. Cependant en prendre prétexte pour désertir cette activité revient à se priver d'une possibilité de s'adresser à l'ensemble des travailleurs pour défendre un programme et des idées qui, justement, ne soient pas « *interclassistes* » mais soient bien ceux de leur classe, en s'appuyant sur le sentiment que les travailleurs peuvent avoir de leur exploitation et en cherchant à lui donner une expression politique.

C'est sans doute l'absence d'une telle intervention proprement politique qui conduit Lotta comunista à proposer aux travailleurs qui fréquentent ses cercles ouvriers de participer à des actions de « *bénévolat de classe* » auxquelles elle semble donner une grande importance. Selon un article du journal *Lotta comunista*, ce bénévolat est censé « *apporter une solidarité réelle, contre tout racisme et toute discrimination. Le bénévolat des cercles ouvriers est une voie concrète pour une opposition internationaliste* »². Les militants de Lotta comunista présentent cette activité comme un moyen de rapprocher d'eux et des idées communistes leurs camarades de travail, auxquels ils proposent de participer avec eux à des collectes alimentaires ainsi qu'aux distributions qu'ils effectuent ensuite à des familles en difficulté, dont une bonne partie sont des familles immigrées.

Il est bien normal que des travailleurs soient révoltés en voyant la progression de la mi-

sère dans les quartiers populaires. Mais on peut cependant s'interroger sur le fait qu'une large part de l'intervention politique d'une organisation révolutionnaire se retrouve ainsi sur le terrain de la charité. Lotta comunista objecte il est vrai qu'ici le bénévolat est « *de classe* », mais il ne suffit pas qu'un tract soit glissé dans une distribution alimentaire pour transformer un rapport charitable en rapport politique. Quant au fait de présenter cette activité comme un moyen de lutter concrètement contre le racisme et les divisions entre travailleurs, c'est une supercherie. Car cette activité instaure un rapport inégalitaire entre les militants qui enfilent un costume de bon samaritain et les travailleurs, le plus souvent immigrés si l'on a bien compris, qui reçoivent l'aide et sont donc redevables à l'égard des premiers. En prétendant avoir trouvé là une « *voie concrète pour l'internationalisme* », Lotta comunista déserte en fait le terrain politique pour marcher sur les plates-bandes des organisations catholiques de bienfaisance. Sans doute y gagnera-t-elle quelques conversions aux « anges rouges » comme paraît-il certains de ses militants sont surnommés, mais on peut douter que ce chemin conduise vraiment à un renforcement de la conscience de classe révolutionnaire.

On pourrait s'étonner du gouffre existant entre les grandes analyses tamponnées de tous les certificats du « *parti science* » revendiquant une compréhension exacte de la science marxiste et cette « *traduction concrète* » si éloignée du terrain politique. Mais ce ne sont que les deux faces d'une fausse compréhension du marxisme qui empêche Lotta comunista de traduire celui-ci en une politique concrète. Elle condamne ses militants, aussi dévoués et engagés soient-ils, à un simple

2 Voir l'article « Apartheid all'italiana », *Lotta comunista* n° 646, juin 2024.



ANGELO MAS TRANDREA/IL POST

Des militants du cercle ouvrier de Rome préparent des colis d'aide.

suivisme vis-à-vis des directions syndicales et, lorsqu'ils sortent du terrain de l'entreprise, à se retrouver sur un terrain humanitaire et caritatif. On peut alors se demander, malgré ses proclamations communistes, ce qui différencie la pratique d'une telle organisation de celle d'un parti réformiste.

Les échanges et les discussions entre militants d'organisations communistes révolutionnaires sont utiles et doivent continuer, ne serait-ce que pour confronter leurs idées et leurs interventions. Mais s'il s'agit, comme le souligne Lotta comunista, de mettre la classe

ouvrière en ordre de bataille pour faire face à cette période de crise et de guerre, alors ce qui est nécessaire et urgent est d'aller vers la construction d'une véritable internationale capable d'être une direction révolutionnaire du prolétariat. On ne peut aller dans cette voie qu'en s'appuyant sur le marxisme, et à condition de comprendre qu'il n'est pas seulement une analyse générique des ressorts économiques de la société capitaliste, mais qu'il doit être enrichi de tout le capital historique du mouvement ouvrier révolutionnaire. C'est ce que représente pour

nous le trotskysme, en tant que transmission du capital d'expérience de la révolution russe et du bolchevisme, de la lutte contre la dégénérescence stalinienne, de la lutte contre le fascisme, de la compréhension du phénomène impérialiste et de la révolution permanente. En ignorant de fait cet héritage, Lotta comunista se prive en réalité même du « léninisme » dont elle se réclame, et cela au profit d'un éclectisme sans méthode. Au regard des tâches urgentes que pose la période politique actuelle, il est urgent de le dépasser.

14 janvier 2024

Une rencontre des secteurs ouvriers de Lutte ouvrière et Lotta comunista

Paris, 12 et 13 octobre 2024

Les 12 et 13 octobre 2024 s'est tenue à Paris une rencontre entre travailleurs militants de l'organisation italienne Lotta comunista et de Lutte ouvrière, dans le but d'échanger leurs expériences et leurs pratiques d'intervention. On trouvera ici les résumés de cette rencontre et des problèmes qui y ont été posés, tels qu'ils ont été établis par chacune des deux organisations.

Le texte de Lotta comunista

Face aux guerres de la crise de l'ordre, alors que le réarmement mondial a commencé partout, les internationalistes doivent travailler sur tous les fronts pour l'unification de classe, contre tous les nationalismes, grands et petits.

La Chine, nouvelle superpuissance impérialiste, pose des problèmes aux vieilles puissances, de la concurrence dans des secteurs de pointe comme l'électronique et l'industrie automobile à la lutte pour un nouveau partage des sphères d'influence.

En Europe, les patrons font de plus en plus pression pour accroître la compétitivité du Vieux Continent sur les terrains industriel, politique et militaire. L'exploitation cynique et le racisme sont utilisés en abondance contre les jeunes travailleurs qui viennent du monde entier dans nos pays.

La lutte pour enraciner des positions internationalistes solides au sein de la classe ouvrière européenne est la seule ligne de défense contre les politiques de l'impérialisme.

Un dialogue, une réflexion collective, un échange d'expériences entre travailleurs internationalistes, une discussion sur

les initiatives de lutte en cours, tant au niveau syndical que politique, peuvent constituer une graine féconde pour les défis actuels et à venir.

C'est cette recherche d'un échange d'expériences et d'une réflexion collective qui nous a poussés à organiser la rencontre, à laquelle ont participé des camarades qui travaillent dans l'industrie, les transports, les télécommunications et la santé.

L'esprit de la rencontre a été, de l'avis de tous, positif, fondé – comme l'a fait remarquer une des interventions – sur l'objectif partagé de construire une organisation révolutionnaire dans une situation qui n'a rien de révolutionnaire.

Une autre intervention à la fin de la rencontre a mis en évidence des éléments communs dans le travail militant et dans l'abnégation de ceux qui s'y investissent, bien qu'avec des différences dans les méthodes et les activités, et même dans les contenus.

De nombreuses interventions ont souligné le caractère central du travail politique, même dans les lieux de travail, sur les thèmes de la situation interna-

tionale, sur laquelle il n'a été possible d'esquisser qu'une analyse en très grandes lignes. L'importance du thème de l'unité des prolétaires de tous les pays, comme seule force capable de sortir l'humanité de la barbarie des guerres continuellement générées par l'impérialisme, a été mise au premier plan.

Pour mettre fin aux massacres au Moyen-Orient, de même qu'à la guerre en Europe, la position commune est que nous devons œuvrer pour l'unité des travailleurs arabes, palestiniens et israéliens, ainsi que des travailleurs russes et ukrainiens, contre toutes les manœuvres et les intrigues bourgeoises.

Dans cette clé de lecture, on a rappelé, d'une part, l'exemple de la grève lancée par la Fiom de Gênes contre la guerre en Ukraine ; d'autre part, on a également souligné l'importance des liens internationalistes avec les travailleurs immigrés qui, dans de très nombreuses situations – les exemples des chantiers navals, tant à Saint-Nazaire qu'à Sestri Ponente sont clairs –, travaillent aux côtés des travailleurs « autochtones » : si, à Saint-Nazaire, une relation s'est développée avec les ouvriers dé-

tachés, les camarades de Lotta comunista, à Sestri et au-delà, expérimentent de façon efficace, parallèlement aux luttes pour l'amélioration des conditions de travail, les instruments des cours d'italien langue étrangère et du bénévolat de classe. Concernant ces expériences, il y a eu des discussions, sans cacher les doutes, mais avec l'intention d'en comprendre les motivations et les résultats.

Une discussion similaire a eu lieu sur les considérations qui ont émergé dans de nombreuses interventions des camarades de Lutte ouvrière concernant l'utilisation des campagnes électorales, ainsi que sur les outils de propagande et d'agitation : nous avons des expériences différentes concernant la conduite des campagnes politiques, les modalités de diffusion du journal politique, même par rapport aux formes d'autoritarisme dans les entreprises, ainsi que son rôle d'organisateur collectif dans la construction de sphères d'influence de notre politique.

Un thème développé sous de nombreux angles a également été celui des instruments pour dialoguer avec les sympathisants et les rendre actifs : dans l'expérience des camarades de Lutte ouvrière, les bulletins d'entreprise jouent un rôle important, avec l'invitation aux initiatives de propagande et aux fêtes du parti ; dans celle des camarades de Lotta comunis-

ta, le rôle des cercles ouvriers est central, où toutes les activités et tous les secteurs de la vie du parti s'entrelacent et s'organisent, notamment avec un travail systématique d'invitation aux réunions politiques ; certains camarades plus jeunes ont souligné le lien entre l'activité estudiantine et leur expérience ultérieure en usine.

Il y a eu de nombreux débats sur la nature des syndicats aujourd'hui et sur l'utilisation que les révolutionnaires peuvent en faire : du côté des camarades de Lutte ouvrière, on parle des syndicats comme d'une institution bourgeoise, tandis que, pour Lotta comunista, il s'agit d'un instrument de classe où se déroule une bataille pour en prendre la direction, à travers laquelle les révolutionnaires peuvent contrer son utilisation par les bureaucraties sociales-impérialistes.

D'ailleurs, nous partageons l'expérience du syndicat en tant que milieu vers lequel le travailleur a tendance à s'orienter, tout comme le fait qu'il est plus fréquent aujourd'hui que des révolutionnaires se retrouvent à occuper des postes de responsabilité syndicale.

Diverses expériences pratiques de lutte ont été rapportées dans le débat, de la lutte contre la fermeture de Fincantieri à Sestri Ponente à celle menée à l'occasion de la fermeture du site PSA d'Aulnay, à partir de la-

quelle, en particulier, les camarades de Lutte ouvrière ont développé le concept du comité de grève ; sa signification, ainsi que sa relation avec l'assemblée des grévistes et le rôle de la grève comme un apprentissage et une « école de guerre » ont été longuement discutés, même avec quelques suggestions d'étude historique approfondie ; ainsi, la discussion a également porté sur le processus de formation de la conscience révolutionnaire, à travers l'expérience de la lutte syndicale et la connaissance des rapports entre toutes les classes de la société bourgeoise.

L'esprit du débat, si l'on tente d'en faire un premier bilan, peut-être être synthétisé, outre les interventions mentionnées au début, dans les considérations faites par le camarade de Saint-Nazaire et par d'autres sur le fait qu'aucun des instruments que nous pouvons utiliser, des campagnes électorales à la lutte au sein des syndicats, des cours d'italien pour immigrés au bénévolat de classe, ne peut être sans risque : c'est aussi pour cette raison qu'une discussion positive et franche sur les expériences et les réflexions respectives est utile et doit être poursuivie.

C'est sur cet engagement de continuer que s'est terminée cette première rencontre.

*Les travailleurs
de Lotta comunista*

Le texte de Lutte ouvrière

La rencontre entre militants ouvriers des deux organisations, Lotta comunista et Lutte ouvrière, des 12 et 13 octobre, a permis à une trentaine de camarades des deux pays et de différents secteurs de l'industrie, des transports, des télécommunications et de la santé, de faire connaissance et de discuter de leurs pratiques militantes.

Ces deux journées n'avaient pas pour objectif de discuter des

nombreux désaccords entre les deux organisations sur la situation politique et les tâches qui en découlent pour les communistes révolutionnaires. Ainsi, les divergences d'appréciation quant à la caractérisation de la Chine par exemple, ou sur la question nationale telle qu'elle se pose au Moyen-Orient, si elles ont pu faire l'objet de discussions informelles, n'étaient pas à l'ordre du jour des réunions.

Elles ne sont évidemment pas sans rapport avec l'histoire différente des deux organisations, Lutte ouvrière se référant au programme trotskyste alors que Lotta comunista s'affirme « léniniste ». Sans ignorer l'importance de ces différences, le choix fait dans cette rencontre était de les aborder à partir de leurs conséquences pratiques.

L'ordre du jour des deux demi-journées de réunion se

concentrait donc sur la question de l'intervention politique et syndicale des militants révolutionnaires dans les entreprises, ainsi que de leur intervention dans les luttes.

Sur chacun de ces thèmes, les camarades des deux organisations ont pu constater à la fois leurs préoccupations communes et leurs divergences sur le rôle politique du parti révolutionnaire et les moyens de le construire. Car si l'objectif, commun et difficile à atteindre, est l'implantation des idées communistes révolutionnaires dans les entreprises dans une période de profond recul du mouvement ouvrier, les pratiques révèlent des conceptions différentes sur la manière d'organiser des travailleurs autour des militants.

L'activité de bénévolat « *de classe* » des camarades de Lotta comunista en a été un exemple frappant pour les camarades de Lutte ouvrière. De nombreux militants de Lotta comunista ont en effet présenté ce bénévolat (notamment la distribution d'aide alimentaire) comme un moyen d'organiser leurs camarades de travail dans une activité sortant du cadre de l'entreprise et de lutter activement contre les préjugés xénophobes, en allant distribuer l'aide aux familles immigrées des quartiers populaires.

Pour les militants de LO, cette activité inscrit les relations entre travailleurs « autochtones » et immigrés dans un rapport non politique et de dépendance qui pose plus de problèmes qu'il n'en résout. On a ainsi des travailleurs redevables à l'organisation qui leur apporte une aide matérielle d'un côté, et de l'autre des « autochtones » qui font leur bonne action. Cette façon d'entrer en contact avec des travailleurs immigrés sur la base d'une aide charitable plutôt que sur la base d'intérêts

communs à défendre et de la nécessité de s'organiser en tant que travailleurs a suscité plus que de la perplexité parmi les camarades de LO.

À l'inverse, les militants de LC ont souligné leur désaccord sur la participation aux campagnes électorales en y présentant des candidats. Cette politique est défendue par les militants de LO comme un moyen de faire connaître leur organisation et ses idées auprès de leurs camarades de travail et dans la classe ouvrière en général, en profitant du petit regain d'intérêt pour la politique qui se produit à cette occasion. Plusieurs camarades de LC ont signifié leur incompréhension devant ce qu'ils considèrent comme une perte de temps sur le terrain « *interclassiste* » des élections. D'autres ont estimé qu'en se présentant, LO entretenait des illusions dans le système politique de la bourgeoisie.

Une partie de la discussion a souligné aussi la différence d'approche quant au militantisme dans les organisations syndicales. Les camarades de LO ont souligné que leur intervention dans les syndicats se fait dans une optique de combat contre la politique interclassiste des directions des confédérations, marquée par le réformisme et la concertation avec la bourgeoisie. Par contre, les militants de LC voient dans les syndicats actuels des instruments de classe où l'activité ne pose pas les mêmes problèmes et ne comporte pas les mêmes risques que le terrain électoral. De nombreuses discussions, en réunion mais aussi dans les moments informels de la rencontre, ont souligné cette différence d'approche des camarades des deux organisations dans l'activité syndicale.

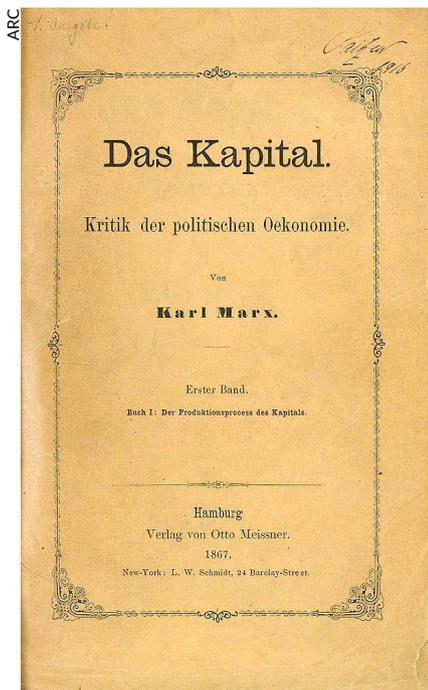
Les instruments d'organisation politique de chacune des

deux organisations ont également permis de confronter des pratiques et des objectifs différents. Les camarades de LO ont expliqué comment ils essayaient d'organiser des travailleurs autour d'eux au moyen d'une presse d'entreprise régulière. Il s'agit de dénoncer la politique gouvernementale et patronale en général, mais aussi de partir des multiples faits quotidiens que vivent les travailleurs pour dénoncer l'exploitation capitaliste. Pour cela, il est important qu'une partie de la rédaction, de la diffusion et du soutien financier repose sur les travailleurs de l'entreprise eux-mêmes. Les camarades de LC quant à eux privilégient des bulletins syndicaux ou une presse d'entreprise axés sur les analyses relatives à celle-ci ou au secteur de l'économie concerné. Ils insistent sur la vente du journal de l'organisation à la porte de l'entreprise et sur le fait d'entraîner leurs camarades de travail vers le cercle ouvrier local.

L'intervention dans les luttes a été un autre thème de discussion. À partir de l'exemple de la lutte contre la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois en 2013, dirigée par un comité de grève, les camarades de LO ont souligné quels sont leurs objectifs dans les luttes : saisir l'occasion donnée par une situation où les travailleurs sortent de la passivité pour qu'ils s'organisent et fassent l'expérience d'une lutte dirigée démocratiquement par eux-mêmes, en dépassant les limites des conflits gérés par les directions bureaucratiques des confédérations syndicales.

Malgré les nombreux désaccords révélés et les pratiques différentes, la rencontre a été riche et intéressante pour tous les camarades présents.

*Les travailleurs
de Lutte ouvrière*



Une réédition du *Capital* de Karl Marx

Les Éditions sociales viennent de publier le livre 2 du *Capital*, dans le cadre du programme de publication de nouvelles traductions en français des œuvres de Marx et d'Engels, dit grande édition Marx et Engels (GEME). Les traducteurs se sont appuyés sur son homologue en langue allemande, la Marx-Engels-Gesamtausgabe (MEGA). En 2016, les Éditions sociales avaient publié une nouvelle traduction du livre 1 du *Capital*.

Dans sa préface au livre 1 du *Capital*, publié en allemand en 1867 – la première traduction en français, par Joseph Roy, n'a été achevée qu'en 1875 –, Marx écrivait : « *Le but de cet ouvrage est de découvrir la loi économique du mouvement de la société moderne, c'est-à-dire de la société capitaliste.* » *Le Capital* est un ouvrage difficile, mais, comme l'écrivait Marx à son éditeur français, Maurice Lachâtre : « *Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont une chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés.* »

Sous-titré « *Le processus de production du capital* », le livre 1 du *Capital* était le fruit de plus de vingt ans de travaux de Karl Marx, aidé par son compagnon de lutte Friedrich Engels. Il mettait au jour les rapports de production et d'échange au sein d'une société capitaliste en plein développement, qui s'imposait partout en détruisant les anciennes organisations de la société.

Les rapports de production

sont les rapports d'exploitation qui relient la nouvelle classe dominante, celle des capitalistes, qui ne cessent de s'enrichir parce qu'ils possèdent les capitaux, à la classe qui ne possède rien d'autre que sa force de travail, qu'elle est contrainte de vendre aux capitalistes et qui produit toutes les richesses sans pouvoir en profiter, celle des prolétaires.

Pour rédiger *Le Capital*, Marx s'est hissé sur les épaules des économistes bourgeois qui l'avaient précédé, le physiocrate François Quesnay, les économistes britanniques Adam Smith et David Ricardo. Parce qu'il était acharné à comprendre les ressorts de l'exploitation des prolétaires, Marx s'est nourri de « *tous les comptes rendus des inspecteurs d'usine et les travaux des commissions parlementaires dépeignant la situation des différentes branches de l'industrie et des différentes catégories du prolétariat urbain et rural* » (David Riazanov¹). Cela lui a permis d'énoncer clairement la théorie de la valeur : la valeur des marchandises, dans les condi-

tions de production d'une société donnée, est fixée par « *le temps de travail socialement nécessaire* » pour les produire. Il montre ainsi que ce n'est pas au cours de l'échange, au cours de la circulation des marchandises, qu'une valeur additionnelle apparaît mais au cours de la production.

Cette valeur additionnelle, Marx la nomme du mot allemand *Mehrwert*, longtemps traduit en français par « plus-value », mot utilisé par des générations de militants marxistes mais que les nouveaux traducteurs du *Capital* ont remplacé par « sur-valeur », sans que l'on discerne bien l'intérêt du changement.

La seule source de création de richesse étant le travail humain, il faut entrer dans « *l'ancre secret de la production* » pour comprendre comment un capitaliste transforme une somme d'argent A en une somme d'argent supérieure A', tout en semblant ne voler personne. Ce n'est possible que grâce à l'existence d'une marchandise miraculeuse, la force de travail, capable de produire plus de valeur que ce

1 David Riazanov, *Marx et Engels, conférences de 1922*, édité par Les bons caractères.

qu'elle coûte pour être reproduite. Un travailleur est embauché, selon un « libre » contrat, pour, par exemple, 8 heures de travail, moyennant un salaire qui lui permet de restaurer sa force de travail, c'est-à-dire de revenir travailler le lendemain. Mais la valeur journalière de sa nourriture, de son loyer, de ses vêtements, etc. – ce qu'il perçoit sous forme de salaire –, équivaut seulement à la valeur de ce qu'il produit en 3 ou 4 heures de travail. Le travail réalisé pendant les 4 ou 5 heures suivantes est donc du travail gratuit.

En faisant interagir la force de travail et les moyens de production (usines, machines, matières premières, énergie...) qu'il a achetés, le capitaliste obtient des marchandises dont il est l'unique propriétaire, y compris celles produites pendant le temps de travail non rémunéré aux prolétaires, qui génèrent la plus-value. Dans la société capitaliste, la production de marchandises M n'a plus pour objectif la satisfaction des besoins de l'humanité mais n'est qu'un intermédiaire pour transformer un capital A en un capital A' supérieur, la recherche du profit étant le moteur de la mise en œuvre du capital.

Le livre 1 du *Capital* étudie en détail ce qu'est la marchandise, les divers paramètres qui président à la création de la plus-value et qui résultent d'un rapport de force entre la classe capitaliste et la classe des travailleurs. Marx ne se borne pas à décrire l'activité du capitalisme à son époque, il en met au jour le développement au cours du siècle précédent, les contradictions qu'il a suscitées et qui l'on fait avancer. Il étudie les conditions historiques qui ont permis l'accumulation primitive d'un capital « suant le sang et la boue par tous les pores » dès son origine.

Le livre 2, sous-titré « *Le processus de circulation du capital* », étudie la sphère de la circulation du capital à l'échelle de l'ensemble de la société. Le processus de production et répartition de la plus-value n'est pas un phénomène individuel mais social. Le livre 2 étudie comment la plus-value produite au cours de la production peut « se réaliser », c'est-à-dire être récupérée par le capitaliste, à travers la vente de la marchandise, ce qui suppose un marché solvable. À quelles conditions le capital peut-il se reproduire ? À quelles conditions les capitalistes trouvent-ils sur le marché, et dans les bonnes proportions, de la force de travail et des moyens de production ? Pourquoi toute interruption de la circulation du capital, faute de marché solvable ou à la suite d'une pénurie de moyens de production ou de force de travail, provoque-t-elle une crise ? Pourquoi toute immobilisation du capital, y compris sous forme de stocks trop importants, signifie-t-elle une perte ?



Friedrich Engels en compagnie de Karl Marx et de ses filles, Jenny, Eleanor et Laura, en 1864.

Le livre 2 du *Capital* a été publié pour la première fois en allemand en 1885, deux ans après la mort de Marx. Le livre 3 (« *Le processus d'ensemble de la production capitaliste* ») l'a été en 1894. Il est revenu à Engels de réaliser ces éditions en s'appuyant sur plusieurs séries de manuscrits, écrits par Marx entre 1863 et 1881, mais dont aucun n'était achevé. Outre des parties entières qu'il a rédigées, Engels a fait des choix pour structurer le livre 2 à partir de manuscrits disparates. « *Le résultat auquel Engels est parvenu ne peut que forcer le respect. Il a su faire un tout cohérent, clair et lisible, restituant dans leur état le plus avancé les grandes lignes des analyses de Marx* », écrivent les traducteurs de la nouvelle édition, qui rendent compte des choix opérés par Engels. Il n'y a pas lieu de s'en étonner tant Engels et Marx ont étroitement collaboré durant les quarante ans de leur combat commun pour aider la classe ouvrière à prendre conscience de son rôle historique : « *La conquête du pouvoir politique en vue d'une transformation socialiste de la société* » (Rosa Luxemburg).

En publiant *Le Capital*, Marx puis Engels n'agissaient ni en économistes ni en universitaires, mais en militants révolutionnaires qui, en mettant à nu la dynamique et les contradictions de la société capitaliste, donnaient une arme aux travailleurs pour renverser la dictature de la bourgeoisie et mettre en place une autre organisation de la société. C'est pourquoi il faut lire, dans cette nouvelle traduction ou dans une précédente, *Le Capital*, « le plus terrible missile qui ait encore jamais été lancé à la face des bourgeois », pour reprendre les mots de Marx.

4 janvier 2025

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

LUTTE OUVRIÈRE



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix: 1,50 €.

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Le système de santé, malade de la financiarisation
n° 178, 23 novembre 2024 - 3 €

L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs
n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

Chaos économique et marche à la guerre: un système capitaliste à renverser
n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

Moyen-Orient: Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

Afrique: face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière
n° 173, 17 juin 2023 - 2 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
N° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) - août 2023 - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Nouveautés

Les Cahiers de Verkhneouralsk – Tome 2
Écrits de militants trotskystes soviétiques 1932-1933

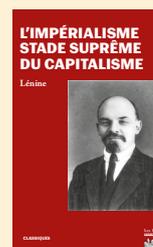
Collection Classiques
446 pages – 25 €



L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme

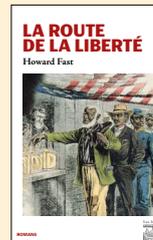
Lénine

Collection Classiques
176 pages – 10 €



La route de la liberté
Howard Fast

Collection Romans
372 pages – 25 €



Une vie de militante à Orléans et aux Chèques postaux – La Source
Christiane Hauchère
Collection Témoignages
72 pages – 5 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



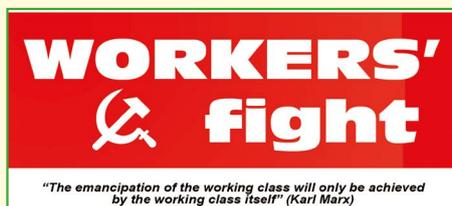
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers'Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>

